



## CHAPITRE 8



### Les grands singes en captivité : État des lieux

#### Introduction

En raison de la croissance démographique et de ses corollaires, la disparition des habitats naturels et de la faune sauvage, nous ne pourrons bientôt plus rencontrer les grands singes qu'en captivité. Cette situation influencera forcément la façon dont le public percevra la conservation de ces primates (Leighty *et al.*, 2015).

Dans les pays de leur aire de répartition, les grands singes sont tenus en captivité dans divers environnements : chez des particuliers, exhibés en public comme attraction touristique par des personnes ou dans des zoos ou des parcs à safari, ou encore hébergés dans des centres spécialisés, à but non lucratif. Ces centres, qui se consacrent à soigner les grands singes orphelins, confisqués ou blessés, s'appellent refuges, centres



“ En l’absence de poursuites judiciaires visant les trafiquants d’espèces sauvages, les sauvetages et même les confiscations ne peuvent empêcher d’autres grands singes d’être toujours capturés dans la nature. ”

de sauvetage ou de réhabilitation. Si les centres de sauvetage et de réhabilitation s’occupent principalement de soigner les animaux blessés sur une courte durée, les refuges les accueillent sur une période plus longue ou pour toute leur vie (CITES, 2010a ; Durham, 2015). Certains zoos abritent aussi des grands singes orphelins ou confisqués ; cependant, leur fonction première n’étant pas de fournir des soins, la question des zoos ne sera donc pas abordée dans cette étude.

Ce chapitre comporte deux grandes parties. La première traite de l’histoire et du contexte des refuges situés dans les pays de l’aire de répartition, en s’attachant particulièrement à 56 d’entre eux sélectionnés par les auteurs. Face aux menaces actuelles et à celles qui se dessinent, on examinera l’avenir des grands singes accueillis dans ces refuges, les problèmes auxquels sont confrontés ces établissements comme les moyens dont ils disposent pour agir. Sauf indication contraire, les informations présentées sont fondées sur les connaissances et observations des auteurs, sur les témoignages et les données fournies par les personnes travaillant dans ces refuges et les experts extérieurs qui y interviennent, sur des données non publiées, ainsi que sur les sites internet de ces établissements et d’autres sites officiels<sup>1</sup>. Voici les principales constatations de cette étude des refuges :

- La situation dans les refuges situés dans les pays de l’aire de répartition est très variable. De nombreux établissements suivent des programmes exemplaires, mais peu d’entre eux ont fait l’objet d’une inspection et d’un agrément par des experts indépendants pour vérifier que leurs pratiques sont conformes aux normes relatives au soin et à la qualité de vie des animaux.
- L’habitat convenant à la réintroduction et au transfert de ces animaux se réduit de plus en plus, ce qui veut dire que la

plupart des milliers de grands singes déjà dans les refuges et les milliers d’autres qui nécessitent d’être recueillis passeront leur vie en captivité. Si la réintroduction ou le transfert est possible, la sélection réfléchie du site, la réhabilitation adaptée, le choix des candidats et le suivi après la remise en liberté sont essentiels pour éviter des conséquences désastreuses sur la qualité de vie et la conservation des grands singes réintroduits comme de leurs congénères sauvages.

- Le surnombre, préjudiciable aux besoins de base des animaux, obère la qualité de vie des grands singes qui se trouvent dans les refuges. La décision d’accepter de nouveaux individus et le choix de la date de leur arrivée doivent être mûrement réfléchis afin de ne pas nuire aux conditions de vie des nouveaux arrivants comme à celle des animaux déjà accueillis.
- En l’absence de poursuites judiciaires visant les trafiquants d’espèces sauvages, les sauvetages et même les confiscations ne peuvent empêcher d’autres grands singes d’être toujours capturés dans la nature, et peuvent même parfois contribuer au braconnage et au trafic de ces animaux.
- Avec un effort collectif, une collaboration plus étroite est nécessaire entre diverses parties, et notamment les refuges, les États, les organisations non gouvernementales (ONG) consacrées à la conservation et les industriels, afin d’agir sur la destruction de l’habitat, sur le braconnage et sur les conflits homme-animaux qui sont à l’origine de l’arrivée des grands singes dans les refuges.
- Les refuges peuvent améliorer les conditions de vie et de conservation grâce à une inspection indépendante et à une évaluation par rapport à des référentiels sérieux de qualité de vie et de conservation, en recevant un agrément, en acceptant une étude des méthodologies

de réintroduction ou de transfert par des scientifiques externes, en s'engageant à suivre des politiques d'admission qui respectent des critères de qualité de vie et la législation, sans encourager la corruption, et en s'engageant davantage à s'attaquer aux causes profondes qui conduisent les grands singes à nécessiter un accueil en captivité.

La partie II présente les dernières statistiques sur la population des grands singes captifs et brosse le panorama de la réglementation relative à ces animaux en captivité. Les principales conclusions qui se dégagent de ces dernières statistiques sont les suivantes :

- Bien que l'on observe aux États-Unis un transfert des chimpanzés des laboratoires aux refuges, le rythme assez lent de ces opérations est préoccupant, en partie à cause du nombre d'animaux âgés.
- Il est toujours très difficile de garantir la transparence concernant le nombre, la localisation et la qualité de vie des grands singes concernés. Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont récemment supprimé des bases de données en ligne un volume considérable d'informations qui étaient auparavant disponibles, ce qui soulever des préoccupations concernant la responsabilité.
- Une modification de la réglementation et l'action des organismes fédéraux dans un pays peuvent avoir un effet inattendu sur les refuges de son territoire et même ailleurs. Un cas récent concerne une demande de permis d'exportation de chimpanzés des États-Unis vers le Royaume-Uni. Cette demande a soulevé des questions concernant l'impact international de la loi américaine sur les espèces en voie de disparition, la gestion des grands singes en captivité en Europe et le trafic international d'animaux sauvages, tout cela ayant une incidence sur les refuges et leur mission.

## I. Une capacité d'accueil saturée : Les refuges et la situation des grands singes captifs face à un habitat naturel qui ne cesse de rétrécir

### Contexte

#### Historique et rayon d'action des refuges dans les pays de l'aire de répartition

Dans ces pays, les refuges sont en activité depuis plusieurs décennies. Ils répondent aux besoins d'accueil spécialisé des grands singes qui ont été confisqués aux braconniers, aux trafiquants, aux particuliers qui en avaient fait leur animal de compagnie ou aux zoos dont les conditions étaient inappropriées. Dans ces pays de l'aire de répartition, les auteurs ont identifié 56 refuges qui accueillent les grands singes, en s'appuyant sur leurs connaissances personnelles, des témoignages d'experts et des descriptions et des photos publiées sur Internet. La plupart de ces refuges sont tenus par les personnes dévouées ou les ONG qui les ont fondés et qui s'emploient à améliorer la qualité de vie des primates et à contribuer à leur conservation. Huit établissements sur 56 (14 %) appartiennent actuellement au secteur public.

De nombreux refuges, qui s'attachaient au départ au sauvetage des grands singes, ont élargi leur rayon d'action en s'intéressant à la conservation et aux projets communautaires au niveau local, à la compréhension du comportement des espèces ; ils veillent également à stimuler les primates et à leur assurer un accueil attentif centré sur la qualité de la vie. Conduite en 2011-2012, une étude des 22 centres de l'Alliance panafricaine des sanctuaires de primates (Pan African Sanctuary Alliance ou PASA), qui compte également trois établissements n'accueillant pas de grands singes, a révélé l'éventail des projets de ces refuges qui ne se cantonnent

“ Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont récemment supprimé des bases de données en ligne un volume considérable d'informations qui étaient auparavant disponibles, ce qui soulever des préoccupations concernant la responsabilité. ”

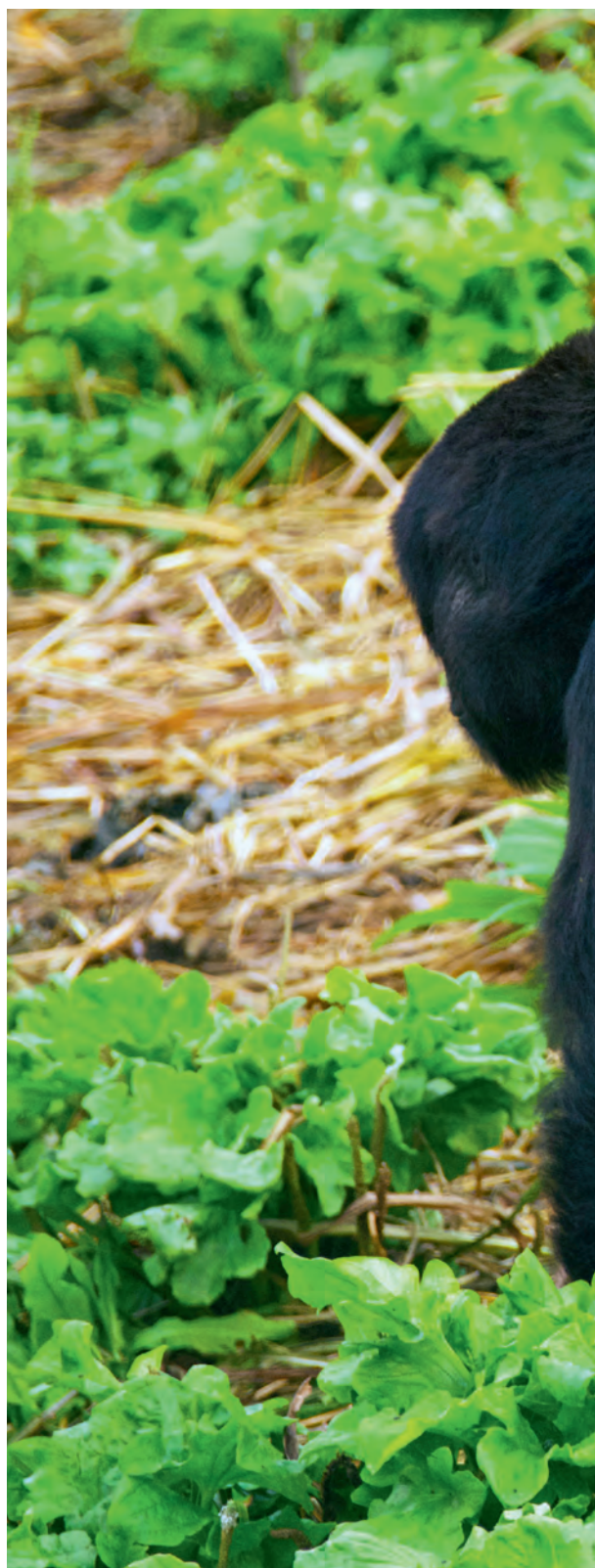
**Photo :** La vérification indépendante ou l'agrément des référentiels des centres d'accueil en captivité est indispensable pour garantir la qualité de vie des grands singes.

© Gorilla Rehabilitation and Conservation Education (GRACE) Center/Rick Barongi

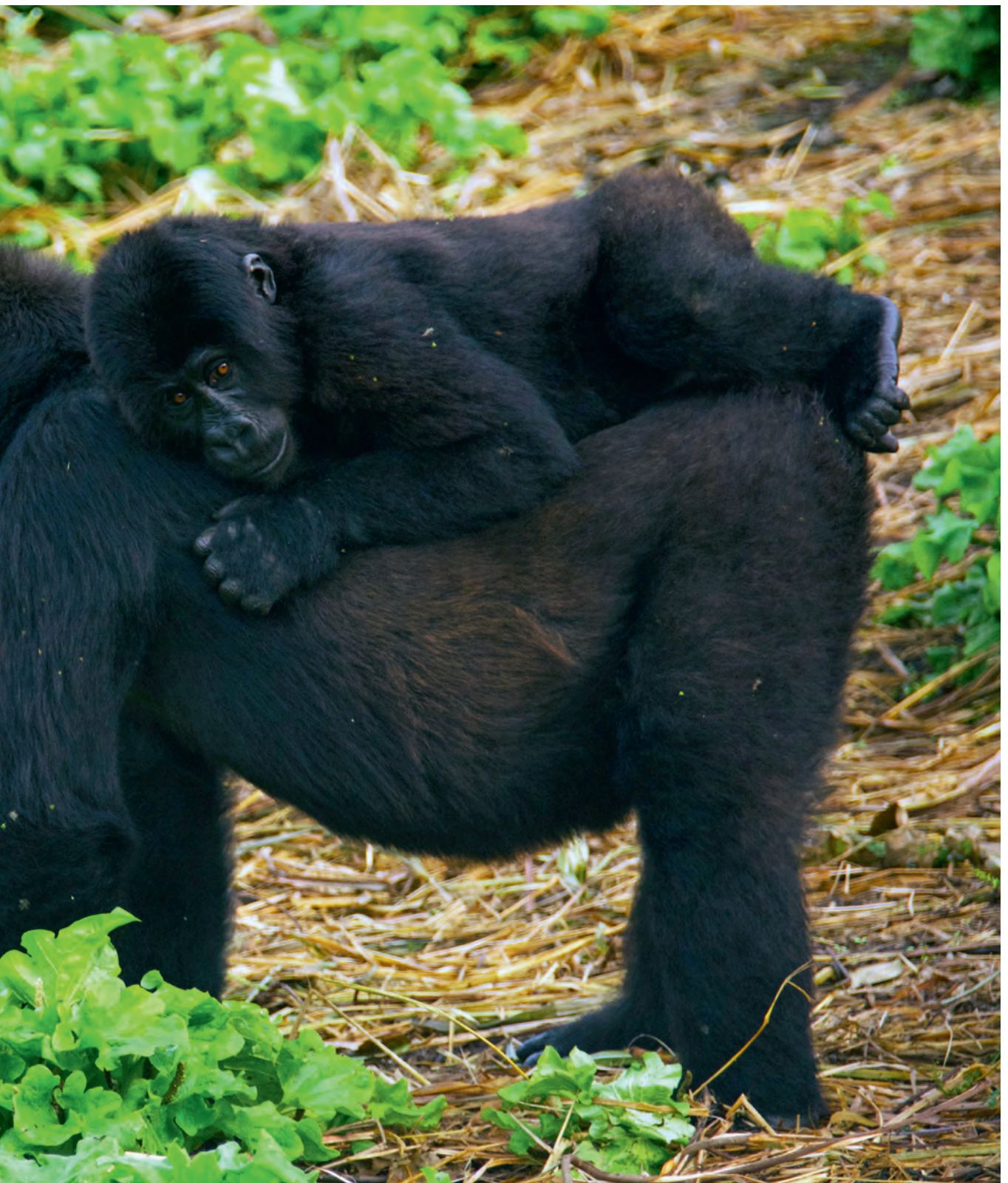
pas au sauvetage et à la protection. La plupart de ces refuges PASA menaient des programmes pédagogiques sur la conservation : 86 % organisaient des activités sur leur site et 82 % des séances pédagogiques sur la conservation hors de leurs murs. Grâce à l'ensemble de ces programmes, ce sont en moyenne 19 730 personnes qui ont pu être touchées par chaque refuge tous les ans. L'essentiel du message pédagogique concernait la biodiversité et les lois sur la faune sauvage (Ferrie *et al.*, 2014).

Parmi les autres activités des refuges PASA, on peut citer :

- la formation professionnelle du personnel, y compris une aide pour pouvoir assister aux ateliers organisés par l'Alliance (dans 86 % des centres interrogés) et un échange avec les zoos et les refuges situés à l'étranger (32 %) ;
- un soutien financier ou une aide à la construction de routes, de ponts et de puits (46 %), ainsi que de dispensaires et d'installations d'assainissement (27 %) ;
- un soutien financier aux écoles et aux centres de formation (87 %), comme aux centres communautaires (27 %) ;
- au niveau local, des programmes de subventions ou une aide au développement des entreprises (36 %) ;
- une analyse de la viabilité de la population et de l'habitat et autres recensements (64 %) ;
- des recherches sur l'écologie (55 %) et le comportement social (46 %) ;
- un financement ou une dotation en personnel de patrouilles de lutte contre le braconnage (73 %) ;
- un suivi régulier de l'habitat des primates (46 %) ;
- l'organisation de patrouilles de lutte contre l'abattage de la forêt (14 %) ;
- la plantation d'arbres (59 %) (Ferrie *et al.*, 2014).







En plus de fournir des emplois équivalant à plus de 1,3 million USD par an pour 21 refuges, la part des refuges PASA dans les économies locales s'est élevée en moyenne à plus de 78 000 USD par an (Ferrie *et al.*, 2014).

Les entretiens des auteurs avec les responsables des refuges de grands singes en Asie et l'étude qu'ils ont réalisée de leurs sites internet indiquent un éventail d'activités tout aussi vaste, avec des programmes de conservation comprenant la cogestion d'aires naturelles protégées, l'acquisition d'habitat pour le classer en aire protégée et la collaboration avec des propriétaires fonciers privés afin de protéger des corridors entre les habitats des grands singes (Durham, 2015 ; Durham et Phillipson, 2014).

### Référentiels en vigueur dans les refuges

Les conditions dans les refuges de grands singes sont très variables. Il est important de mentionner que la qualité de vie, les soins et la gestion des centres accueillant les singes en captivité se sont améliorés au cours de ces dernières dizaines d'années, tout comme s'est étendue la palette de leurs activités. Des lignes directrices à ce sujet existent désormais pour les gibbons et les grands singes hominidés (Farmer *et al.*, 2009 ; GFAS, 2013a, 2013b ; PASA, 2016a). Grâce aux alliances, aux réseaux et aux comités consultatifs, la collaboration entre les refuges au niveau des directeurs, du personnel et des experts extérieurs s'est traduite de façon positive par l'élaboration et la mise en œuvre de référentiels, en permettant également à ces centres de gagner en expertise, comme le montre l'encadré 8.1 (Ferrie *et al.*, 2014 ; K. Farmer, communication personnelle, 2016).

La Global Federation of Animal Sanctuaries ou GFAS (Fédération mondiale des refuges d'animaux), l'Orangutan Veterinary Advisory Group (OVAG), l'Alliance PASA et le Wild Animal Rescue Network (WARN)

ont contribué à la reconnaissance par les refuges des normes qui existent en matière de soin et de qualité de vie des grands singes en captivité. L'Alliance PASA a été créée en 2000, avant la publication de référentiels pour l'accueil *in situ* en captivité des grands singes africains. La communauté des refuges africains pour primates ainsi que des experts extérieurs se sont réunis pour élaborer ensemble le référentiel de la PASA concernant les grands singes et d'autres primates africains (Farmer *et al.*, 2009). L'Alliance PASA a aussi publié des guides sur les pratiques dans le domaine des soins de santé pour les primates et des actions de sensibilisation à la conservation (Cartwright, 2010 ; Unwin *et al.*, 2009). L'OVAG publie des rapports sur des ateliers qui comportent des protocoles de soins de santé et de qualité de vie (Commitante *et al.*, 2015).

Créée en 2007, la GFAS a mis au point un référentiel international sur la qualité de vie des grands singes hominidés et des gibbons. La Fédération propose des inspections indépendantes des établissements afin de les agréer ou de vérifier qu'ils respectent ces référentiels. L'agrément de la GFAS implique une inspection plus rigoureuse qu'une simple vérification, puisque sont aussi examinés les critères de fonctionnement et de qualité de vie (GFAS, s.d.-c). Le WARN a collaboré avec la GFAS pour encourager ses membres à demander une vérification ou un agrément à cette Fédération (GFAS, communication personnelle, 2016). Bon nombre d'adhérents de l'Alliance PASA demandent aussi une vérification ou un agrément à la GFAS.

Au moment où nous écrivons, d'après ce qui a pu être constaté, seuls 13 % des refuges évoqués dans ce chapitre ont été inspectés et suivent le référentiel de la GFAS. La Fédération a accordé un agrément à un refuge membre du WARN, l'International Animal Rescue (IAR) Ketapang, et a procédé à la vérification de six centres adhérents de l'Alliance PASA (GFAS, s.d.-b). Il s'agit



du Chimpanzee Conservation Center, du Fernan-Vaz Gorilla Project, des Jeunes Animaux Confisqués au Katanga (J.A.C.K.), du Centre de réhabilitation des primates de Lwiro (Lwiro Primate Rehabilitation Centre), du Sanaga-Yong Chimpanzee Rescue Center et du Sweetwaters Chimpanzee Sanctuary.

Entre 2000 et 2014, l'Alliance PASA a inspecté sur place 13 de ses 19 refuges qui hébergent des grands singes. Le référentiel révisé de cette Alliance n'exige plus l'inspection indépendante, et régulière, sur place de ses membres, mais demande désormais aux refuges de remplir un questionnaire tous les cinq ans ; des inspections de suivi sont ensuite décidées si l'Alliance PASA le juge utile (PASA, 2016a). En revanche, la GFAS exige une inspection sur place pour chaque vérification ou agrément de refuge (GFAS, s.d.-a).

La vérification indépendante ou l'agrément des référentiels des centres d'accueil en captivité est indispensable pour garantir la qualité de vie des grands singes. C'est le seul moyen pour les donateurs, les autorités, le public et les partenaires de savoir que les refuges répondent à des normes internationales en matière de qualité de vie. Certes, les inspections concernent surtout les questions essentielles de la qualité des soins et des conditions de vie des animaux. Cependant, les pratiques de vérification et d'agrément pourraient progresser si l'on insistait sur l'encadrement, par des critères précis, des actions environnementales, des activités de conservation (notamment de réintroduction) et de la collaboration dans la lutte contre les infractions. La pertinence de ces questions pour les refuges est débattue tout au long de ce chapitre. L'élaboration et la prise en compte de ces référentiels pourraient renforcer les partenariats entre d'une part les refuges et les organismes d'agrément et d'autre part les ONG de conservation, les autorités, les chercheurs de terrain et les donateurs.

## ENCADRÉ 8.1

### Le rôle des collaborations

Par le passé, il n'était pas aisé pour les refuges accueillant des grands singes de communiquer régulièrement entre eux ou avec des experts extérieurs. L'éloignement, l'absence de connexion internet ou téléphonique comme le manque de financement pour les déplacements pouvaient empêcher la communication. Les compétences du personnel des refuges et des experts intéressés ont pu se développer grâce à la collaboration qui s'est instaurée entre les centres et avec les experts extérieurs, notamment les zoos agréés et leurs responsables des programmes dans le cadre du plan de sauvegarde des espèces, les chercheurs de terrain, les experts et vétérinaires indépendants spécialistes de la qualité de vie. Cette collaboration continue d'être un bon moyen d'encourager la communication et l'apprentissage.

Près de trois quarts (71 %) des 56 refuges évoqués dans ce chapitre font partie au moins d'une alliance, d'un comité consultatif ou d'un réseau collaboratif. Seize sont membres de la PASA ; neuf sont membres du WARN ; dix ont participé à l'OVAG ; cinq sont membres du Jakarta Animal Aid Network et trois sont membres de la Gabon Great Ape Alliance. Un centre d'accueil, qui est un ancien zoo, est aussi membre de l'Association des zoos de l'Asie du Sud-Est (South East Asian Zoos Association).

L'OVAG, l'Alliance PASA et le WARN font intervenir des experts extérieurs dans les refuges et facilitent l'échange d'informations et les visites réciproques de centres. Ces collaborations permettent aux refuges de bénéficier d'interventions d'experts sur la formation à la conservation, la planification stratégique, la réintroduction, ainsi que la médecine vétérinaire et les soins de santé. Le financement mobilisé par les alliances, les réseaux et les comités consultatifs sert à payer la location de salles de réunion, l'hébergement et les repas du personnel des refuges, les frais de déplacement des experts extérieurs et ceux du personnel des refuges qui viennent en formation.



**Photo :** Au fur et à mesure que la superficie de leur habitat se restreint, ces grands singes sont de plus en plus exposés au risque d'être chassés, capturés ou tués. © Jabruson 2017

## Les facteurs de l'arrivée des grands singes dans les refuges

Les facteurs qui poussent les grands singes vers l'hébergement en captivité ne sont pas les mêmes selon les grandes zones géographiques et les pays de l'aire de répartition. Il peut s'agir de la dégradation ou de la destruction de leur habitat, du braconnage et d'une application peu rigoureuse de la loi.

Dans tous les pays de l'aire de répartition, les lois nationales interdisent la chasse et le commerce des grands singes<sup>2</sup>. À l'exception du Soudan du Sud, tous les États de l'aire de répartition sont parties à la CITES, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES, 2016a). Tous les grands singes figurent dans l'annexe I de la CITES qui interdit le commerce international des espèces énumérées (CITES, 2017). Cependant, l'application de ces lois et de la CITES est un phénomène sporadique et les transgressions sont monnaie courante (Bennett, 2011 ; Campbell *et al.*, 2008 ; Cotula *et al.*, 2015 ; Imong *et al.*, 2016).

Le manque de sévérité dans l'application de la loi facilite le braconnage touchant les grands singes sauvages. En Afrique, la chasse illégale des animaux sauvages pour leur viande, souvent appelée « viande de brousse », constitue une grave menace pour les grands singes en Angola, au Cameroun, en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC), en Guinée équatoriale, en Côte d'Ivoire, au Libéria et en République du Congo (UICN, 2014d ; Fruth *et al.*, 2016 ; Maisels, Bergl et Williamson, 2016a ; Plumptre *et al.*, 2010, 2015 ; Refisch et Koné, 2005). Dans certains pays asiatiques de l'aire de répartition, dont le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Laos et le Vietnam, les orangs-outans et les gibbons sont régulièrement la cible de braconniers à la recherche de viande sauvage. Par ailleurs, le braconnage qui vise les



chimpanzés (*Pan troglodytes*) et les gibbons dans certains pays de l'aire de répartition est suscité par la demande de la pharmacopée traditionnelle qui utilise certaines parties de leur corps (Campbell *et al.*, 2008 ; Davis *et al.*, 2013 ; Geissmann *et al.*, 2013 ; Ministère lao de l'Agriculture et des Forêts, 2011 ; Molur *et al.*, 2005 ; Moutinho *et al.*, 2015 ; Rawson *et al.*, 2011). Les braconniers trouvent souvent à vendre les sujets juvéniles



capturés comme animaux de compagnie. Ces individus ciblent en particulier certaines espèces de gibbons pour les vendre comme animaux de compagnie ou à des zoos et des parcs à safari (Campbell *et al.*, 2008 ; Geissmann *et al.*, 2008 ; Molur *et al.*, 2005 ; Nijman et Geissmann, 2008 ; Rawson *et al.*, 2011). Quand ils sont confisqués ou abandonnés, ces grands singes capturés dans l'illégalité sont souvent remis à des refuges.

Il est aussi fréquent que de grands singes soient tués ou capturés en cas de conflits homme-animaux (Davis *et al.*, 2013 ; Rawson *et al.*, 2011 ; Williamson *et al.*, 2014). Dans ces cas de conflit, on fait souvent appel aux refuges pour venir chercher les singes sauvages menacés afin de les transférer dans un autre habitat naturel ou pour les mettre à l'abri en captivité. Si les singes ne sont pas retirés de cet environnement, ils sont



souvent tués ou capturés, et les jeunes gardés ou vendus comme animaux de compagnie (Ancrenaz *et al.*, 2015a ; Durham, 2015).

Le braconnage et les conflits hommes-animaux sont liés à la destruction et à la fragmentation de l'habitat, qui sont des conséquences directes des activités humaines comme l'exploitation forestière et le déboisement au bénéfice de l'expansion des activités agricoles (agriculture intensive, vivrière ou petites exploitations), du pâturage du bétail, de l'industrie extractive et des infrastructures (voir Chapitres 1 à 6)<sup>3</sup>. Au fur et à mesure que la superficie de leur habitat se restreint, ces grands singes sont de plus en plus exposés au risque d'être chassés, capturés ou tués. Les exemples de destruction de leur habitat ne manquent pas. Dans toute l'Indonésie et la Malaisie, la conversion des forêts rase et fragmente l'habitat des grands singes, qui se retrouvent souvent isolés dans de minuscules espaces boisés, où il est facile de tuer les adultes et de capturer leurs petits (Ancrenaz *et al.*, 2015a ; Campbell *et al.*, 2008 ; Singleton *et al.*, 2016). En Indonésie en particulier, cette destruction de l'habitat a été amplifiée par les incendies allumés pour défricher en vue de mettre les terres en culture (Tabuchi, 2016). En RDC, les chimpanzés, les gorilles des plaines de l'Est (*Gorilla beringei graueri*) et les gorilles de montagne (*Gorilla b. beringei*) sont en danger à cause de l'exploitation minière illégale et du commerce local du charbon de bois, tout aussi illégal (Plumptre *et al.*, 2015 ; Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage [CMS] du PNUE, 2009). Les infrastructures comme les routes facilitent l'accès des braconniers et leur permettent de transporter les animaux vivants et la viande de brousse jusqu'aux marchés (Poulsen *et al.*, 2009). Les routes menacent les gibbons plus que les autres grands singes, car ces espèces se déplacent rarement sur le sol et peuvent avoir de la difficulté à traverser ce qui constitue pour eux un obstacle (Chan *et al.*, 2005).

La guerre civile représente une menace pour les grands singes, particulièrement pour les chimpanzés, les gorilles des plaines de l'Est et les gorilles de montagne, en raison de l'augmentation du braconnage et de la destruction de leur habitat qui sont le fait de personnes déplacées, de milices armées et de militaires (Plumptre *et al.*, 2015 ; Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage [CMS] du PNUE, 2009). En RDC, au cours des années passées, plusieurs animaux qui servaient d'animal de compagnie ont été repris aux militaires (Engel et Petropoulos, 2016).

Comme le nombre des singes capturés ou chassés de leur habitat naturel grossit, il est certain que la demande d'espace dans les refuges va s'accroître (Durham, 2015 ; Durham et Phillipson, 2014). L'orang-outan de Bornéo figure parmi les plus menacés (*Pongo abelii*), car on s'attend à ce que des projets d'infrastructure perturbent son habitat sur une vaste superficie d'ici 2030 (Gaveau *et al.*, 2013). Sa situation est aggravée par le changement climatique qui, d'après les prévisions, devrait rendre la plus grande partie de cet habitat inhospitalier (Grueter *et al.*, 2013 ; Struebig *et al.*, 2015). En fait, dans les pays où vivent les orangs-outans, les feux de forêt catastrophiques, dont on use pour déboiser en vue de cultiver la terre, contribuent à amplifier le phénomène du réchauffement de la planète et accentuent le risque de voir se déclarer plus fréquemment d'autres feux de forêt encore plus étendus ; il en résulte qu'une surface plus vaste de leur habitat est menacée de disparition et que de nombreux orangs-outans tomberont probablement malades, nécessitant des soins en refuge (Ancrenaz *et al.*, 2016 ; Tabuchi, 2016). En même temps, le changement climatique peut diminuer le volume de nourriture disponible pour d'autres grands singes, comme les gorilles de montagne (Grueter *et al.*, 2013 ; Struebig *et al.*, 2015).

Dans les pays de l'aire de répartition des grands singes, on s'attend également à ce que la croissance démographique ait pour corollaire un accroissement de la demande d'hébergement de primates dans les refuges. D'après les prévisions, la population humaine en Angola, au Burundi, en RDC, en Tanzanie et en Ouganda devrait être multipliée par cinq d'ici 2100. Neuf pays devraient représenter 50 % de la croissance démographique mondiale entre 2015 et 2050, et parmi ceux-ci se trouvent cinq pays de l'aire de répartition des grands singes : la RDC, l'Inde, l'Indonésie, la Tanzanie et l'Ouganda (ONU, 2015). Dans ces cinq pays, comme on observe d'importantes populations de grands singes hors des aires protégées et que la croissance démographique va forcément aggraver le braconnage et le trafic, les menaces qui pèsent sur ces primates vont s'accroître (UICN, 2014d ; Ministère indonésien des Forêts, 2009 ; Molur *et al.*, 2005 ; Plumptre *et al.*, 2010).

S'il devient urgent d'appliquer de façon plus stricte les lois de protection des grands singes, il est aussi probable que les refuges vont être sollicités de plus en plus. Dans certains pays africains de l'aire de répartition, une meilleure application de la loi s'est traduite par une hausse des saisies et des sauvetages, tendance qui semble persister, sauf si cette lutte contre la fraude réussit enfin à l'avenir à dissuader les braconniers (K. Farmer et D. Cox, communication personnelle, 2012). En attendant, le fait que les médias internationaux se fassent l'écho de la CITES et des lois sur la faune sauvage a accru la pression exercée sur les États de l'aire de répartition afin qu'ils veillent au respect de l'interdiction de la chasse des espèces inscrites à la CITES, dont les grands singes (voir l'encadré 8.2). Cette médiatisation devrait entraîner, on l'espère, une application plus stricte de la loi et une meilleure protection des populations sauvages de grands singes.

## ENCADRÉ 8.2

### Le trafic de grands singes

L'accueil récent par le Chimpanzee Conservation Center et le Centre de réhabilitation des primates de Lwiro de trois chimpanzés soustraits au commerce international indique que le trafic de grands singes africains perdure, même si le nombre concerné est relativement faible.

Une étude récente montre l'existence d'une demande concernant les grands singes capturés dans la nature en Malaisie péninsulaire et en Thaïlande, deux régions où ces primates continuent d'être achetés par des zoos et pour être mis en scène comme attraction, comme dans les parcs à safari, dans les numéros de spectacle et pour attirer le badaud avide de selfies (Beastall et Bouhuys, 2016 ; voir le tableau 8.1).

**TABLEAU 8.1**

**Les grands singes dans les zoos et dans les attractions en Malaisie péninsulaire et en Thaïlande, 2016**

Espèces de grands singes	Nombre de grands singes dans les zoos et les attractions mettant en scène des animaux sauvages		
	Malaisie péninsulaire	Thaïlande	Total
Chimpanzé (sous-espèce inconnue)	14	36	50
Gorille des plaines de l'Ouest	–	1	1
Orang-outan de Bornéo	31	–	31
Orang-outan de Sumatra	2	–	2
Orang-outan (espèce inconnue)	1	51	52
Gibbon agile	5	2	7
Gibbon à mains blanches	37	107	144
Gibbon cendré	1	–	1
Gibbon gris de Bornéo du Sud (sous-espèce inconnue)	1	–	1
Gibbon à bonnet	–	34	34
Gibbon <i>Hylobates</i> (espèce inconnue)	–	2	2
Gibbon <i>Nomascus</i> (espèce inconnue)	–	14	14
Siamang	7	3	10
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>250</b>	<b>349</b>

**Note :** Le gibbon agile, le gibbon à mains blanches et le siamang sont originaires de la Malaisie péninsulaire et de Thaïlande. Le gibbon à bonnet est originaire de Thaïlande.

**Source des données :** Beastall et Bouhuys (2016)



Les entretiens réalisés auprès du personnel des centres révèlent que la plupart des animaux dont l'origine était connue avaient été capturés dans la nature. Les chercheurs ont découvert que les centres thaïlandais détenaient des grands singes non originaires du pays et que leur nombre dépassait de loin celui des importations légales enregistrées, dont un gorille et des gibbons qui ne correspondaient à aucune importation légale. Les registres des zoos en Malaisie péninsulaire et en Thaïlande mentionnent des dizaines d'orangs-outans capturés dans la nature ou d'origine inconnue, bien que certains individus inscrits comme capturés dans la nature soient arrivés suite à une action de lutte contre la fraude (Beastall et Bouhuys, 2016). D'après les données, le trafic de grands singes asiatiques reste un problème ; il faut donc s'y atteler par la législation, une application plus sévère de la loi et des campagnes de sensibilisation du public.

Si l'ensemble des États de l'aire de répartition interdisent la chasse et le trafic de grands singes, la protection juridique de ceux-ci n'est pas la même partout. La mise en œuvre de la CITES dépend des lois de chaque pays. La CITES exige que la législation en vigueur dans chaque État signataire de la Convention comporte des dispositions relatives à :

- 1) la désignation d'au moins une autorité de gestion et d'une autorité scientifique ;
- 2) l'interdiction du commerce des espèces sous peine d'être en infraction par rapport à la Convention ;
- 3) la sanction de ce commerce ;
- 4) la confiscation de spécimens détenus illégalement ou faisant l'objet de trafic (CITES, 2010b).

Parmi les États de l'aire de répartition, seuls 10 sur 26 disposent de lois qui satisfont à ces quatre prescriptions : le Cambodge, le Cameroun, la RDC, la Guinée équatoriale, l'Indonésie, la Malaisie, le Nigéria, le Sénégal, la Thaïlande (voir ci-dessous) et le Vietnam. Les 16 autres États ne remplissent pas les quatre conditions requises. Dans huit États, les lois répondent à une, deux ou trois conditions : le Bangladesh, le Burundi, le Gabon, la Guinée, l'Inde, le Mali, la République du Congo et la Tanzanie. Dans huit États (l'Angola, la Guinée-Bissao, la Côte d'Ivoire, le Laos, le Libéria, le Myanmar, la Sierra Leone et l'Ouganda), la législation ne remplit aucune de ces quatre conditions. Cependant, afin de se conformer aux exigences de la CITES, des projets de loi sont en cours de débat dans l'ensemble des 16 États susmentionnés (CITES, 2016a). Quand les textes de loi seront votés et promulgués, les États devraient être mieux armés pour confisquer les grands singes détenus illégalement et poursuivre les trafiquants. En revanche, ces mesures feront très certainement augmenter le nombre de grands singes nécessitant une prise en charge dans les refuges, et par conséquent la demande de capacité supplémentaire pour les accueillir.

Notamment, les États peuvent satisfaire aux conditions de la CITES en matière de législation nationale tout en ne protégeant pas suffisamment les grands singes, comme c'est le cas en Thaïlande. Une analyse récente des lois thaïlandaises sur la faune sauvage souligne plusieurs failles sérieuses qui

mettent ces primates en danger. La loi impose actuellement à l'État de faire la preuve que les animaux sauvages ont été acquis illégalement au lieu d'exiger de leurs propriétaires de prouver qu'ils ont été acquis légalement. Par ailleurs, les peines qui frappent actuellement la détention illégale ou le trafic de faune sauvage ne sont pas suffisamment dissuasives. Les auteurs de l'étude font des propositions détaillées pour améliorer un projet envisagé d'amendement de la loi thaïlandaise sur la protection et la préservation des animaux sauvages, B. E. 2535 de 1992, (Moore, Prompinchompoo et Beastall, 2016).

L'Indonésie projette de réviser la loi sur la conservation des ressources vivantes et des écosystèmes, c'est-à-dire la loi n° 5 datant de 1990, car il a été constaté que les affaires de braconnage et de trafic de faune sauvage ont généralement donné lieu à des peines de prison de courte durée (moins d'un an) et à des amendes de moins de 100 millions de roupies (7 500 USD) (Jong, 2016).

Un autre problème qui n'avait pas été prévu dans les lois de protection des grands singes est le trafic international sous couvert de la CITES, souvent par l'attribution du code source de singes élevés en captivité à des singes attrapés dans la nature (CITES, 2014). Ce type de fraude a été en particulier l'objet des affaires de trafic jugées en Guinée entre 1999 et 2012. La Guinée ne disposant d'aucun centre pratiquant la reproduction des grands singes en captivité, toute référence à des primates élevés en captivité est forcément frauduleuse et il y a donc tout lieu de penser que les animaux concernés ont été capturés dans la nature (CITES, 2012). La base de données de la CITES sur le trafic montre que 122 chimpanzés et 10 gorilles ont été vendus par la Guinée comme animaux élevés en captivité (CITES, s.d.). En 2016, la Conférence des Parties à la CITES a réagi en approuvant un mécanisme afin que la CITES puisse lutter contre la fraude, examiner et enquêter sur les cas d'usage frauduleux de codes de reproduction en captivité (CITES, 2016b). Cette mesure a pour objet d'empêcher la justification mensongère de l'origine d'animaux capturés dans la nature.

Si le trafic de grands singes persiste et constitue une menace pour ces espèces, c'est en général un sous-produit du braconnage dont les auteurs profitent pour vendre les petits et augmenter ainsi leurs gains. Parmi les menaces qui pèsent sur les grands singes, le trafic n'est cependant pas de la même ampleur que les grands facteurs du déclin des populations, c'est-à-dire la destruction et la fragmentation de l'habitat, le braconnage et les conflits homme-animaux, qui peuvent faciliter la capture et la vente des primates. En revanche, ce trafic met beaucoup plus en danger certaines espèces de gibbons. Les espèces qui sont plus particulièrement visées sont le gibbon de Kloss (*Hylobates klossii*), le gibbon à mains blanches (*Hylobates lar*), le gibbon gris de Bornéo du Sud (*Hylobates muelleri*), le gibbon gris de l'Est de Bornéo (*Hylobates funereus*), le gibbon à joues jaunes (*Nomascus gabriellae*) et le siamang (*Symphalangus syndactylus*) (Brockelman et Geissmann, 2008 ; Geissmann et Nijman, 2008a, 2008b ; Geissmann *et al.*, 2008 ; Nijman et Geissmann, 2008 ; Whittaker et Geissmann, 2008).

## Les grands singes dans les refuges des pays de l'aire de répartition

### Origine des grands singes dans les refuges des pays de l'aire de répartition

La plupart des grands singes arrivent dans les refuges à cause du trafic de viande de brousse, de la destruction et de la fragmentation de leur habitat, de conflits homme-animaux ou à la suite de leur abandon par les individus qui les gardent comme animaux de compagnie ou de leur confiscation à ces individus. Dans les refuges, le nombre de grands singes confisqués au trafic international d'animaux sauvages est très faible.

Les données du refuge indonésien IAR Ketapang montrent que 43 % de ses sauvetages concernent des singes détenus illégalement comme animaux de compagnie, 31 % provenaient de plantations de palmiers à huile et 12 % avaient été trouvés localement dans des espaces agricoles communautaires, tandis que seulement 1 % avait été libéré des mains de trafiquants internationaux (Durham, 2015). De même, dans les pays de l'aire de répartition, la majeure partie des pensionnaires des refuges de l'Alliance PASA s'y trouve à la suite de l'action de certains individus sur le territoire national et non pas à cause du trafic international. En RDC, le Centre de réhabilitation des primates de Lwiro a accueilli 16 chimpanzés en 2015-2016, tous originaires du pays. L'un d'entre eux a été confisqué au Rwanda, après avoir été transporté jusque-là par des braconniers (I. Vélez del Burgo, communication personnelle, 2016).

Le nombre de confiscations liées au trafic est légèrement plus élevé en Guinée, qui a été un point chaud du commerce international des grands singes africains (CITES, 2014). Un refuge guinéen, le Chimpanzee Conservation Center, a accepté sept chimpanzés en 2015-2016, dont six originaires

de Guinée et deux confisqués aux trafiquants internationaux. Ce refuge a également admis un chimpanzé orphelin venant du Sénégal, pays qui ne dispose d'aucun centre (C. Colin, communication personnelle, 2016).

La prévalence de la chasse et du trafic local comme cause de l'arrivée de grands singes dans les refuges des pays de l'aire de répartition corrobore les données qui indiquent que la destruction de l'habitat, le braconnage pour la viande de brousse et la pharmacopée traditionnelle, et les mises à mort suite à un conflit homme-animaux restent les plus graves dangers auxquels est confrontée la majorité des espèces dans la nature (Brockelman et Geissmann, 2008 ; Campbell *et al.*, 2008 ; Davis *et al.*, 2013 ; Ministère indonésien des Forêts, 2009 ; UICN, 2014d ; Plumptre *et al.*, 2015).

### Les grands singes dans les refuges situés dans l'aire de répartition : état des lieux et perspectives

Le tableau 8.2 présente les États de l'aire de répartition avec les refuges de grands singes et les espèces hébergées. À l'exception du Bangladesh et du Myanmar, on trouve dans les pays d'Asie de l'aire de répartition des refuges qui détiennent des grands singes (Wildlife Impact, 2016). À Hong Kong, d'après ce qu'on sait, le centre de Kadoorie Farm et Botanic Garden n'accueille pas de gibbons actuellement, mais il est équipé pour les actions de sauvetage et la mise en quarantaine (KFBG, s.d.).

Dans l'aire de répartition, neuf pays d'Afrique (le Cameroun, la RDC, le Gabon, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la République du Congo, la Sierra Leone et l'Ouganda) possèdent des refuges qui hébergent des grands singes (Wildlife Impact, 2015, 2016). Dans l'aire de répartition, plus de la moitié des pays africains (c'est-à-dire l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Ghana, la Guinée-



Bissao, le Mali, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan du Sud et la Tanzanie) ne disposent pas de refuges équipés pour accueillir de grands singes (Wildlife Impact, 2015, 2016). La Côte d'Ivoire ne dispose pas de refuge non plus, mais le zoo d'Abidjan a accepté des chimpanzés qu'il fallait sauver. En 2014, il affichait complet en raison d'un grand nombre d'arrivées, notamment de chimpanzés de compagnie qui avaient été laissés au zoo pendant la crise de l'Ebola

(R. Champion, communication personnelle, 2014).

Le nombre de grands singes en détresse dépasse de beaucoup la capacité de ces établissements. Beaucoup d'entre eux affichent complet et d'autres ne disposent que d'un espace limité pour accueillir encore des animaux. On estime que, dans les pays de l'aire de répartition, plus de 6 000 gibbons et entre 25 et 126 grands singes africains sont retenus captifs dans l'illégalité (Durham,

**TABLEAU 8.2**

**Espèces acceptées dans les refuges des pays de l'aire de répartition, 2016**

	Pays de l'aire de répartition disposant de refuges	Espèces acceptées
<b>Afrique</b>	Cameroun	Chimpanzé d'Afrique centrale, chimpanzé du Nigéria-Cameroun, gorille de la rivière Cross, gorille des plaines de l'Ouest
	Gabon	Chimpanzé d'Afrique centrale, gorille des plaines de l'Ouest
	Guinée	Chimpanzé d'Afrique occidentale
	Libéria (la mise en place d'un centre est en cours)	Chimpanzé d'Afrique occidentale
	Nigéria	Chimpanzé du Nigéria-Cameroun
	Ouganda	Chimpanzé d'Afrique orientale
	RDC	Bonobo, chimpanzé d'Afrique centrale, chimpanzé d'Afrique orientale, gorille des plaines de l'Est
	République du Congo	Chimpanzé d'Afrique centrale, gorille des plaines de l'Ouest
	Sierra Leone	Chimpanzé d'Afrique occidentale
<b>Asie</b>	Cambodge	Espèces de gibbons indigènes
	Chine (Hong Kong)	Gibbon à mains blanches, gibbon à bonnet
	Inde	Gibbon hoolock d'Occident
	Indonésie	Orang-outan de Bornéo, Orang-outan de Sumatra, gibbon agile, gibbon agile de Bornéo, gibbon de Kloss, gibbon cendré, gibbon gris de Bornéo du Sud, siamang
	Laos	Gibbon à joues blanches du Nord et gibbon à joues blanches du Sud, autres espèces indigènes de gibbons
	Malaisie	Orang-outan de Bornéo
	Thaïlande	Gibbon à mains blanches, gibbon à bonnet, autres espèces indigènes de gibbons
	Vietnam	Gibbon à bonnet, gibbon à joues blanches du Nord, gibbon à joues beiges du Nord, gibbon à joues jaunes, autres espèces indigènes de gibbons

Source des données : Wildlife Impact (2015, 2016) ; rapports sur les centres, publiés ou non sur leur site internet, examinés par les auteurs

2015 ; Wildlife Impact, 2015). Dans ces chiffres ne sont pas inclus les 66 chimpanzés abandonnés par le New York Blood Center au Libéria (Gorman, 2015a ; voir ci-dessous). Aucune estimation n'était disponible concernant les orangs-outans.

Dans les pays de l'aire de répartition, de nombreux refuges ont pour objectif final de réintroduire les grands singes dans leur habitat naturel. En pratique cependant, la réintroduction n'est pas toujours réalisable, car elle peut s'avérer contraire aux objectifs de conservation. Comme l'a fait remarquer Durham (2015), la réalité est que bon nombre de grands singes qui se retrouvent en captivité deviendront pensionnaires à vie. Même ceux des centres de transit ou de refuges d'accueil à court terme y passent de longues années, ou le restant de leur vie. Dans de nombreux refuges, il faudrait investir beaucoup dans les infrastructures et embaucher du personnel pour accueillir d'autres pensionnaires à vie. Globalement, les problèmes de surpopulation dans les refuges sont voués à empirer compte tenu du nombre de grands singes en détresse, de leur longévité et des pratiques d'admission actuelles. Même maintenant, les refuges ne pourraient pas accueillir ou fournir des conditions acceptables aux milliers de grands singes retenus captifs dans l'illégalité ni à ceux qui viennent d'être capturés.

Certains pays sans centre de sauvetage véritable se sont montrés réticents à confisquer des animaux vivants se trouvant aux mains de trafiquants ou bien détenus dans l'illégalité (André *et al.*, 2008 ; Teleki, 2001). À l'occasion d'une communication personnelle avec les auteurs en novembre 2016, le zoologue Tamar Ron et José Bizi, administrateur du parc national Maiombe, décrivent des confiscations récentes en Angola, pays situé dans l'aire de répartition des gorilles et des chimpanzés et en manque de refuges :

- Sur les cinq bébés chimpanzés et les deux bébés gorilles confisqués par le parc

national Maiombe ces deux ou trois dernières années, seul un chimpanzé a survécu. Avec un certain nombre d'autres chimpanzés de différents âges, cet animal est soigné dans un refuge privé tenu par une personne qui s'emploie, depuis plusieurs décennies et par ses propres moyens, à sauver les tout petits des chimpanzés et des gorilles, mais ne peut malheureusement leur offrir que des conditions inadéquates.

- Le personnel du parc national Maiombe ne dispose pas des compétences, des conditions et des moyens adéquats pour s'occuper dans la durée des grands singes confisqués. Il n'existe pas d'établissements appropriés dans le pays et le transfert vers d'autres centres nécessiterait des ressources qui n'existent pas. Parallèlement à l'initiative privée mentionnée, il y a un nombre inconnu de chimpanzés de différents âges (toutefois estimé à plusieurs dizaines) qui se trouvent chez des particuliers, principalement à Cabinda et à Luanda, tous dans des conditions inadéquates et parfois plutôt affreuses. Le gouvernement a fait part de son vif intérêt pour la création d'un refuge pour grands singes dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le trafic d'animaux sauvages, mais aurait besoin d'une aide financière extérieure substantielle pour financer sa mise en place et ses frais de fonctionnement comme la formation du personnel et pour créer les conditions propices à la réalisation de cet ambitieux projet.

La création de nouveaux refuges peut sembler une solution évidente. En pratique cependant, leur mise en place n'est pas aisée et s'avère très onéreuse, puisqu'ils nécessitent des spécialistes expérimentés et un engagement sur toute la durée de la longue vie des singes sauvés, qui requièrent des soins constants et coûtent cher. Peu de personnes sont désireuses ou aptes à relever

**Photo :** Le transfert d'animaux ou la remise en liberté d'animaux captifs dans un habitat naturel peut poser des risques non négligeables pour la santé et la qualité de vie des primates relâchés et des populations de grands singes sauvages, comme pour le reste de la faune sauvage, pour les écosystèmes et les habitants.  
© Alejo Sabugo, IAR Indonesia

ce défi, surtout dans les pays de l'aire de répartition dont les besoins sont criants, mais qui sont confrontés à divers problèmes, notamment à une forte instabilité.

D'autre part, la relation entre la présence ou l'absence de refuges et la nécessité de sauver des grands singes n'est pas claire, car les saisies continuent dans les pays qui disposent depuis longtemps de centres d'accueil comme le Cameroun, la RDC et l'Indonésie.

De nombreux facteurs influent sur les saisies et l'admission de grands singes dans les refuges : application effective de la loi (et rigueur de cette application), corruption, connaissance par le public des lois et des conséquences qu'elles entraînent, pauvreté et produits alimentaires disponibles, accès à l'emploi et moyens de subsistance, accessibilité des populations de grands singes sauvages et facilité de capture, demande de





viande de brousse, de parties du corps et de grands singes vivants et accès aux marchés correspondants.

Il est certain que la confiscation des grands singes dans les pays de l'aire de répartition est plus aisée s'ils disposent de refuges, en partie parce qu'ils peuvent jouer un rôle essentiel en facilitant l'application de la loi (Farmer, 2002 ; Teleki, 2001). Les refuges, en particulier ceux agréés pour la

qualité des soins prodigués, permettent aussi d'améliorer la qualité de vie des animaux recueillis, de les soigner tout au long de leur vie et, éventuellement, de procéder à leur réintroduction dans la nature (Trayford et Farmer, 2013). Une analyse attentive des besoins et de la faisabilité, ainsi que la collaboration des organisations, des personnes et des gouvernements, peuvent conduire plus sûrement sur le long terme à la mise en place de refuges que les actions ponctuelles que l'on entreprend habituellement. Pour améliorer la performance des refuges, il faudrait les intégrer aux autres actions qui visent à lutter contre la destruction de l'habitat, la capture et la mise à mort des grands singes et contre les autres facteurs qui conduisent ces primates à nécessiter une prise en charge.

## Réintroduction et transfert

### L'habitat adapté dans les pays de l'aire de répartition

L'habitat adapté aux grands singes disparaît rapidement dans tous les pays de l'aire de répartition (Funwi-Gaba *et al.*, 2014 ; Williamson *et al.*, 2014). Même si la population de grands singes sauvages décline, la superficie de l'habitat propice et sa capacité d'accueil font qu'il est actuellement impossible dans les pays de l'aire de répartition de relâcher la totalité des animaux captifs. Dans certains endroits, il n'y a simplement aucun habitat adapté qui ne soit pas déjà occupé par des populations viables de congénères ou qui ne nécessiterait pas d'abord une restauration forestière, un classement en aire protégée, une lutte soutenue contre le braconnage ou d'autres actions de conservation à long terme.

Étant donné le rythme rapide de conversion de l'habitat de l'orang-outan, les experts ont conclu depuis longtemps que les lieux où il vit encore ont déjà atteint leur capacité d'accueil maximale ou sont sursaturés. La



situation est similaire pour le gibbon au Kalimantan en Indonésie, comme cela a été évoqué dans le précédent volume de *La Planète des grands singes* (Durham, 2015). Le gorille de la rivière Cross (*Gorilla gorilla diehli*) est bridé par l'homme qui empiète de plus en plus sur son territoire et par l'utilisation de son habitat dans l'ensemble de son aire de répartition (Imong *et al.*, 2014a). Dans ces conditions, il est peu probable que même la restauration de l'habitat permette la réintroduction de gorilles, car la population humaine et ses activités engendreraient des risques pour les hommes comme pour les animaux relâchés.

### Bénéfices et risques de la réintroduction et du transfert

La remise en liberté d'animaux captifs dans un habitat naturel peut poser des risques non négligeables pour la santé et la qualité de vie des primates relâchés et des populations sauvages de grands singes, comme pour le reste de la faune sauvage, pour les écosystèmes et les habitants (Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, 2013). Néanmoins, la réintroduction et le transfert sont les seuls moyens de réinstaller des espèces dans les habitats dont elles ont été extraites.

Utilisés à bon escient, la réintroduction et le transfert peuvent constituer des solutions intéressantes permettant de diversifier le patrimoine génétique, d'accroître la population et d'attirer l'attention sur la protection des espèces et de leur habitat (Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, 2013). Les projets de remise en liberté ont aussi un effet positif reconnu sur la conservation grâce à une plus grande présence de représentants de la loi (gardes de réserve ou « écogardes »), mais aussi de personnes chargées de surveiller la faune (y compris le personnel assurant le projet de transfert), ce qui empêche le braconnage et les autres activités illégales sur le site concerné (Humle

*et al.* 2011). Les animaux relâchés peuvent aussi servir de catalyseurs pour la conservation des écosystèmes (Humle *et al.*, 2011 ; King, Chamberlan et Courage, 2012).

Néanmoins, la réintroduction et le transfert peuvent aussi entraîner une myriade de risques. Il y a en effet le risque de transmission de maladies aux congénères, à d'autres animaux sauvages et à l'homme, ce qui peut éventuellement saper les efforts faits en faveur de la conservation (Beck *et al.*, 2007 ; Campbell, Cheyne et Rawson, 2015 ; Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, 2013 ; Jakob-Hoff *et al.*, 2014 ; Schaumberg *et al.*, 2012 ; Unwin *et al.*, 2012). D'autre part, les populations d'animaux sauvages peuplent en général les habitats qui leur conviennent jusqu'à la capacité d'accueil maximale sauf si les conditions ne le permettent pas (Moehrenschrager *et al.*, 2013). Par conséquent, les grands singes captifs sont souvent relâchés dans des zones déjà habitées par leurs congénères et où les conditions, comme la chasse et la déforestation, freinent la croissance des populations sauvages.

Les études de chimpanzés et de bonobos (*Pan paniscus*) vivant à l'état sauvage indiquent que la présence d'individus relâchés dans leurs populations fait baisser le taux de fertilité des femelles sauvages (Wrangham, 2013). D'après d'autres travaux de recherche, il faudrait se garder de relâcher des chimpanzés mâles sur les territoires de leurs congénères sauvages, car ils sont susceptibles d'être attaqués ou tués par eux. Par exemple, les données sur les remises en liberté de chimpanzés en République du Congo montrent que bon nombre de mâles relâchés ont été tués par leurs congénères sauvages (Goossens *et al.*, 2005). Transférés après un séjour en captivité dans des habitats où vivent leurs congénères à l'état sauvage, les orangs-outans femelles rencontrent les plus grandes difficultés à se créer un domaine vital en raison de l'ostracisme des femelles de ce territoire qui considèrent

qu'elles n'appartiennent pas à leur réseau social (M. Ancrenaz, communication personnelle, 2016). En effet, les individus du territoire exercent une pression sociale énorme sur les animaux transférés, ce qui génère des situations de stress susceptibles de durer et qui peuvent expliquer l'échec de nombreux transferts (M. Ancrenaz, communication personnelle, 2016). Imposer des individus à des populations viables de congénères n'est donc pas une stratégie valable de conservation ou de qualité de vie, car l'espace et les ressources des grands singes sauvages seront probablement plus restreints et la qualité de vie des animaux relâchés peut s'en trouver aussi compromise.

De nombreux facteurs permettent de déterminer les candidats appropriés à la réintroduction et au transfert, notamment la proportion des sexes et les groupes sociaux parmi leurs congénères vivant à l'état sauvage, l'absence de problèmes de comportement et la socialisation, l'âge, le tempérament, les troubles cognitifs et les problèmes d'apprentissage, les liens avec l'homme, le comportement s'apparentant à celui de l'homme (Bashaw, Gullot et Gill, 2010 ; Russon, 2009). Les sujets qui supportent assez bien la captivité ne font pas forcément de bons candidats à la remise en liberté. Quand un grand singe dépasse le stade juvénile, son comportement ressemblant à celui de l'homme et les liens qu'il a avec les humains menacent gravement sa sécurité et posent de sérieux problèmes pour sa protection et la réussite de sa remise en liberté (Campbell *et al.*, 2015 ; Riedler, Millesi et Pratje, 2010 ; Russon, Smith et Adams, 2016). En effet, les animaux qui se sont trop habitués à l'homme sont davantage susceptibles de l'approcher, de le harceler ou même de l'agresser, ce qui accroît ainsi leur risque d'être capturés ou tués (Macfie et Williamson, 2010 ; Russon, 2009).

Dans le cadre de l'étude de faisabilité requise par les lignes directrices de l'UICN, la réintroduction et le transfert doivent

être comparés à d'autres mesures de conservation afin de définir les actions les plus efficaces pour la protection des espèces et de l'habitat dans ces conditions (Beck *et al.*, 2007 ; Campbell *et al.*, 2015 ; Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, 2013 ; Wilson *et al.*, 2014). Wilson *et al.* (2014) ont découvert que la réintroduction et le transfert s'avèrent beaucoup plus coûteux et demandent bien plus de travail que les autres mesures de conservation de l'habitat.

Quand la réintroduction et le transfert sont possibles, le suivi des progrès et des impacts est essentiel pour déterminer si un projet aboutit à la réussite des mesures de conservation, si les animaux survivent et s'adaptent au fil des changements de saisons et si le taux de reproduction permet la viabilité de la population (Guy, Curnoe et Banks, 2014 ; Osterberg *et al.*, 2014). Grâce au suivi à long terme, il est aussi possible de repérer les animaux qui peuvent avoir besoin d'une aide sous forme de ravitaillement ou même qui devraient être remis en captivité (Farmer, Jamart et Goossens, 2010 ; Humle et Farmer, 2015). Bien que, dans certaines situations de réintroduction et de transfert, on ait pris soin d'effectuer des études scientifiques et un suivi approfondi en enregistrant soigneusement les informations, c'est loin d'être toujours le cas, et globalement il existe peu de transparence concernant les problèmes rencontrés et les résultats obtenus (Guy *et al.*, 2014). Dans les projets ne faisant l'objet d'aucun suivi, il est possible de passer à côté des décès de grands singes et du mal causé aux individus sauvages, aux animaux relâchés et aux hommes. Inversement, même parmi les projets qui sont bien suivis, certains responsables évitent intentionnellement de faire état des résultats négatifs par crainte de perdre un financement ou la confiance du public.

Les donateurs et les États peuvent encourager l'évaluation scientifique et la rigueur lors de la réintroduction et du transfert de

“Quand la réintroduction et le transfert sont possibles, le suivi des progrès et des impacts est essentiel pour déterminer si un projet aboutit à la réussite des mesures de conservation.”



grands singes en demandant une étude scientifique externe de la méthodologie employée ou en la finançant. Les États peuvent aussi favoriser l'efficacité des réintroductions et des transferts en fournissant un soutien administratif, en renforçant la lutte contre la fraude et les capacités de suivi et en donnant des moyens pour protéger l'habitat.

## Impact du secteur des refuges : Bénéfices et risques pour la conservation et la qualité de vie des grands singes

### Bénéfices pour la conservation et la qualité de vie des grands singes

“ Dans les refuges aux conditions inacceptables, les problèmes observés sont le surpeuplement ou le manque d'espace adapté, l'absence de stimulation et un cadre social inadéquat. ”

Les conditions sont propices à un changement positif grâce au fait que la vérification par la GFAS et l'agrément qu'elle délivre sont de mieux en mieux acceptés et à l'intérêt croissant des donateurs pour les impacts prouvés, auxquels il faut rajouter le souhait sincère de la plupart des refuges d'améliorer la qualité de vie des grands singes et de remédier aux problèmes de conservation qui les touchent. Plusieurs refuges respectent des critères exemplaires sur le plan de la qualité de vie des animaux, de la bonne gouvernance et de la programmation de la conservation qui complète leurs activités. Certains refuges qui ont toujours été exploités par des expatriés sont récemment passés sous la houlette d'un directeur local. D'autres s'activent pour trouver du personnel d'encadrement local et le former. De nombreux refuges réalisent un travail exceptionnel en sauvant des grands singes et en leur prodiguant des soins, tout en permettant aussi l'acquisition de connaissances dans le domaine de la réhabilitation, de la prise en charge et des maladies. Le travail de formation et de sensibilisation assuré par les refuges est généralement vu comme une

fonction importante, en particulier parce que ce sont des structures permanentes au sein des communautés locales.

Par ailleurs, comme ils détiennent des espèces rares de grands singes, les refuges situés dans les pays de l'aire de répartition sont très bien placés pour être les ambassadeurs de ces espèces. De nombreuses personnes, qui n'ont peut-être jamais vu ces animaux auparavant, peuvent être convaincues qu'il est impératif de les protéger en observant leur sauvetage et les bons soins qu'ils reçoivent dans un contexte de conservation.

Il est aussi important de signaler que la plupart des 56 refuges évoqués dans ce chapitre participent sous une forme ou une autre à des patrouilles de lutte contre le braconnage ou au suivi des grands singes. Les chercheurs ont découvert que la sensibilisation, l'implication de la communauté et la présence de scientifiques et de responsables du suivi ou de gardes de réserve peuvent avoir un effet dissuasif sur les braconniers (Steinmetz *et al.*, 2014 ; Sunderland-Groves *et al.*, 2011 ; Tagg *et al.*, 2015). La prévention du braconnage par la poursuite judiciaire des contrevenants devrait aussi avoir une incidence positive sur la protection des grands singes, en particulier lorsqu'elle est associée à la prise en charge des primates dans un refuge. Si les actions de lutte contre le braconnage, comme les activités à caractère éducatif, l'enlèvement des collets et des pièges, les patrouilles anti-braconnage et de suivi, peuvent faire diminuer le nombre de captures et dissuader les braconniers, il y a alors de l'espoir pour la protection des grands singes dans leur habitat naturel.

Les seize refuges africains étudiés dans ce chapitre diffusent des informations à l'intention du public sur les avantages apportés par leur action à la communauté locale. Deux d'entre eux proposent des programmes de microcrédit et dix disposent de programmes de moyens de subsistance

de remplacement, qui portent notamment sur l'artisanat. Certains refuges proposent des services aux communautés locales comme des cours, des dispensaires avec soins médicaux, ainsi que des formations ou de l'expertise technique dans des domaines comme l'agriculture ou l'élevage du bétail. La formation du personnel des refuges, notamment l'enseignement général, et celle relative aux soins vétérinaires et au développement communautaire, a permis de faire beaucoup progresser les compétences de nombreux employés, et donc leur employabilité.

## Conservation et qualité de vie des grands singes : les défis rencontrés

### *Normes et qualité des conditions de vie et de la prise en charge*

Pour ce qui est de la qualité des conditions de vie et de la prise en charge dans les refuges, on trouve des centres vérifiés ou agréés présentés comme modèles, d'autres dont le fonctionnement est loin de respecter les référentiels PASA ou GFAS et d'autres encore que les experts jugent totalement inacceptables d'après tous les critères. De nombreux établissements ont des critères de fonctionnement acceptables pour l'accueil à court terme, mais ne sont pas prévus pour un séjour à vie.

Dans les refuges aux conditions inacceptables, les problèmes observés sont le surpeuplement ou le manque d'espace adapté, l'absence de stimulation et un cadre social inadéquat, des grands singes se retrouvant logés séparément alors qu'ils appartiennent à des espèces vivant en groupe ou pouvant s'échapper des locaux non sécurisés ou entrer en contact avec les visiteurs. Plusieurs refuges permettent un certain contact entre le public et les grands singes, ce qui accroît le risque de transmission de maladies entre les visiteurs et les animaux et vice versa, et constitue un risque sérieux pour la sécurité du public (Macfie et Williamson, 2010). Par

ailleurs, cette approche est susceptible de perpétuer l'idée qu'un grand singe peut servir d'animal de compagnie.

Dans les régions où se trouve l'habitat des grands singes, peu de refuges ont fait l'objet d'une inspection ou d'un agrément par une organisation indépendante. Sur les 56 refuges étudiés dans ce chapitre, sept seulement (13 %) ont été inspectés et agréés, ou vérifiés pour s'assurer qu'ils respectent bien le référentiel GFAS. Ce chiffre n'inclut pas tous les refuges qui ont entamé des démarches en vue d'une inspection indépendante, et notamment ceux qui ont demandé une inspection ou un agrément à la GFAS. Cependant, même si l'on tient compte de ceux-ci, il est clair qu'il faut intensifier le nombre des inspections et des vérifications des conditions dans les refuges par des organisations indépendantes.

Il faudrait aussi davantage responsabiliser les États dans l'application de critères relatifs à la qualité de vie des animaux et à l'accueil en captivité. La promulgation et l'application de lois nationales sur la qualité de vie des animaux, adossées au référentiel GFAS, permettraient de garantir un accueil et des conditions de vie appropriés pour les grands singes dans toutes les catégories de refuges.

### *Photos représentant un contact avec les grands singes*

Les études de Leighty *et al.* (2015) et de Ross *et al.* (2008) révèlent que les photos qui représentent de grands singes en contact avec l'homme encouragent l'idée que ces animaux font de bons animaux familiers et qu'ils ne sont pas menacés d'extinction.

Un examen des images publiées sur les sites internet, les pages Facebook et les comptes Twitter de 22 refuges africains de 2013 à 2015 montre que 19 de ces refuges (soit 86 %) affichent publiquement des photos de personnes touchant des singes. Seize refuges (soit 73 %) affichaient sur leur page Facebook des photos montrant ce type

“ Les photos qui représentent de grands singes en contact avec l'homme encouragent l'idée que ces animaux font de bons animaux familiers et qu'ils ne sont pas menacés d'extinction. ”

**Photo :** La demande d'espace dans les refuges impose une pression considérable sur ces centres alors que, pour la plupart, ils ne reçoivent pas de sub-sides suffisants, manquent de personnel et fonctionnent dans des conditions difficiles.  
© Sanaga-Yong Chimpanzee Rescue Center 2017

de contact avec les primates. Ces 16 centres ont publié 247 de ces photos entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 25 novembre 2015. Ces photos ne s'accompagnaient d'une légende expliquant le contexte, comme des soins vétérinaires ou la réhabilitation, que dans 70 % des cas à peine (Sherman, Brent et Farmer, 2016).

Les photos de personnes étreignant un grand singe, sans équipement de sécurité (masque ou gants) suscitaient des commentaires comme celui-ci : « Ah, j'en veux un ! Ils sont si adorables ! » (Sherman *et al.*, 2016). Les photos de petits singes, en particulier de tout petits bébés nés en captivité, tenus et nourris par des personnes, attiraient des réponses similaires, comme : « Je le veux ! » (Sherman *et al.*, 2016).

Ces photos alimentent des controverses sur le fait que les messages diffusés sur les médias par les refuges peuvent être de nature à renforcer l'attrait du grand singe comme animal de compagnie. Dans de nombreux établissements cependant, des règles existent qui interdisent aux bénévoles

comme aux visiteurs de publier des photos d'eux-mêmes en contact avec les singes en pension. Les refuges doivent être aussi très attentifs aux réactions suscitées sur les médias sociaux par la publication de leurs photos et devraient absolument éviter de diffuser des images de leur personnel en interaction avec les grands singes qui pourraient donner l'impression d'être des animaux familiers.

### *Capacité des refuges*

La reproduction est un sérieux problème dans de nombreux refuges des pays de l'aire de répartition. Dans certains établissements, tout est prévu pour la reproduction des grands singes tandis que dans d'autres, on constate ce que leurs directeurs appellent des « naissances accidentelles ». Des naissances en captivité ont été confirmées dans 10 refuges africains entre 2014 et 2016. Sept centres sur les 10 ont fait état des naissances sur les médias sociaux (sur leur site internet, leur page Facebook ou leur compte Twitter) et, dans certains cas, se sont servis de l'évène-





ment pour lancer un appel à financement. Une étude des billets publiés sur les médias sociaux entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 25 novembre 2015 révèle au moins 19 naissances dans ces sept refuges (Wildlife Impact, 2015). Si l'on ne fait rien, l'ampleur de la reproduction risque de saturer les refuges ou, à tout le moins, de nécessiter de coûteux agrandissements des locaux. Les vétérinaires et les zoos partenaires peuvent leur apporter immédiatement des informations utiles sur la prévention des naissances accidentelles et une aide technique à la contraception.

En termes de conservation, la reproduction des grands singes dans les refuges de l'aire de répartition n'est pas souhaitable, et il existe même de nettes objections en la matière. Les plans d'action sur la conservation de ces primates ne recommandent pas la reproduction en captivité dans les refuges de l'aire de répartition, sauf dans le contexte de la réintroduction des gibbons agiles (*Hylobates agilis*) et dans le cas de scénarios de gestion d'urgence pour les gibbons de Hainan (*Nomascus hainanus*)<sup>4</sup>.

Les grands singes nés dans les refuges occupent un espace précieux dont auraient besoin les animaux victimes des braconniers et de la destruction de leur habitat. Des modèles conçus par la PASA sur la capacité des refuges accueillant des chimpanzés montrent que même les naissances occasionnelles ont de lourdes conséquences au fil du temps, en raison de la multiplication des coûts et de la population totale (Faust *et al.*, 2011). Ces effets sont particulièrement préoccupants étant donné l'arrivée continue d'animaux confisqués et l'espace limité des centres. Les populations actuellement dans les refuges sont déjà beaucoup trop importantes par rapport au nombre d'individus pouvant être relâchés. De même, il n'existe pas d'argument en faveur de la reproduction en termes de qualité de vie dans les refuges de l'aire de répartition, lesquels sont nombreux à savoir très bien gérer des populations non reproductrices.

La demande d'espace dans les refuges impose une pression considérable sur ces centres qui sont poussés à effectuer de douloureux choix alors que, pour la plupart, ils ne reçoivent pas de subsides suffisants, manquent de personnel et fonctionnent dans des conditions difficiles. C'est une triste réalité que les refuges ne peuvent pas toujours sauver des singes supplémentaires sans diminuer la qualité de vie des pensionnaires qu'ils ont déjà en garde.

Les établissements devraient définir clairement leur capacité d'accueil maximale en s'appuyant sur des critères sérieux de qualité de vie pour les singes pensionnaires et ensuite élaborer une politique d'admission qui respecte ces critères. Dans le cadre du processus de prise de décisions dans ces centres, il convient d'explorer avec réalisme les solutions dont ils disposent pour augmenter leur capacité, si toutefois c'est possible, et d'avoir des informations sur la capacité d'autres refuges respectant des critères appropriés, situés dans l'idéal dans la région de l'habitat de la sous-espèce.

En l'absence de telles alternatives, une politique d'euthanasie devrait être mise en place, dans la mesure où elle est légale dans le pays concerné. Cette politique devra prévoir les circonstances dans lesquelles un refuge peut choisir de mettre fin à la souffrance d'un animal et éviter de condamner un grand singe à une triste vie. Il n'est jamais facile d'abrégier une vie et cela ne se fait jamais sans opposition ; cependant, un grand singe vivant dans un refuge surpeuplé et au fonctionnement déficient peut être agressé de plus en plus fréquemment, souffrir de plus en plus d'un régime alimentaire inadapté et du stress (ce qui fragilise les défenses immunitaires et favorise la maladie) et présenter un comportement anormal, tout en attaquant physiquement les membres subalternes du groupe. D'un autre côté, l'euthanasie de grands singes en bonne santé peut entraîner des coûts sociaux et de conservation, en particulier si cela perpétue

“ Sans confiscation accompagnée de répercussions pénales, les acheteurs sont susceptibles de faire l'acquisition d'un autre primate. ”

chez le public l'idée que ces animaux présentent moins d'intérêt vivants que morts.

Dans ces difficiles circonstances, il importe de souligner que les grands singes et le reste de la faune endémique relèvent de la responsabilité de l'État, et non des refuges. Ces derniers, en collaboration avec les groupes de conservation et de protection doivent veiller à ce que les pouvoirs publics connaissent les circonstances qui poussent les grands singes sauvages en captivité et que l'État soit tenu responsable du devenir de ces primates. Des contrôles et des inspections indépendants réguliers aideraient également les refuges à juger des alternatives viables et à prendre des décisions fondées sur des données. De telles études pourraient s'avérer relativement utiles aux refuges pour qu'ils s'assurent que leurs efforts contribuent concrètement aux objectifs de conservation et de qualité de vie des animaux.

### *Politiques d'admission*

La principale différence entre les politiques d'admission de divers refuges réside dans l'obligation ou non d'une confiscation et d'une action judiciaire pour accepter un animal. La confiscation peut correspondre à une action en justice et des poursuites judiciaires comme à une seule note de papier mentionnant que l'animal a été confisqué – sans conséquence pour le coupable. Certains refuges accueillent uniquement des animaux confisqués, alors que d'autres acceptent tous les grands singes, quelle que soit la façon dont ils ont été acquis. Certains refuges prétendent qu'ils doivent accepter tous les primates que leur apportent les autorités. D'autres ont réussi à négocier des accords avec les pouvoirs publics pour exiger des procédures d'application des lois en tant que conditions préalables à chaque nouvel accueil, ou ils ont des protocoles en vue de trouver des solutions pour les animaux en cas d'absence de place.

Si les refuges ne traitent pas des questions relatives à l'admission avec les autorités,

ils risquent de perpétuer l'échec des réglementations en matière de protection des espèces sauvages. Même si dans les pays de l'aire de répartition, les problèmes d'admission peuvent devenir compliqués et conflictuels dans les contextes délicats de fonctionnement des refuges (qui sont souvent aggravés par la corruption, comme nous l'aborderons ci-dessous), ils sont toutefois d'une importance cruciale car ils permettent de définir les objectifs des refuges et d'évaluer l'impact sur la conservation et la qualité de vie des grands singes.

Des enquêtes sur les communautés menées en République du Congo et au Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo, démontrent une large sensibilisation du public au statut de protection juridique des grands singes. Ces enquêtes révèlent que 90 % des personnes interrogées au Congo et 73 % au Kalimantan savaient que les grands singes étaient protégés par les législations nationales (Cox *et al.*, 2014 ; Meijaard *et al.*, 2011). Au Kalimantan, cette connaissance était associée à une réduction du nombre des orangs-outans tués (Meijaard *et al.*, 2011).

Ces observations ont deux répercussions majeures sur les refuges. Tout d'abord, la sensibilisation du public au statut de protection des grands singes et aux conséquences judiciaires liées à la chasse ou à l'achat de grands singes est essentielle dans la lutte contre le braconnage et les marchés locaux qui les commercialisent en tant que viande de brousse ou animal de compagnie. Par conséquent, les refuges peuvent jouer un rôle précieux en sensibilisant le public par le biais de campagnes pédagogiques ciblées.

Deuxièmement, de manière générale, les refuges ne devraient pas accepter de grands singes s'ils n'ont pas été confisqués légalement ou s'il n'existe pas de possibilités de répercussions juridiques sur les acheteurs ou les braconniers, telles que des poursuites pénales, des amendes ou de la prison. Sans

confiscation accompagnée de répercussions pénales, les acheteurs sont susceptibles de faire l'acquisition d'un autre primate. Cependant, si la personne qui a vendu ou acheté un grand singe est arrêtée et condamnée, et que l'argent est récupéré, alors la loi a été appliquée et un message de dissuasion est envoyé aux braconniers, aux trafiquants et aux acheteurs. Pour que la loi ne reste pas lettre morte, les autorités doivent faire des campagnes d'information sur les conséquences de la détention et de la vente de grands singes et veiller à ce que les responsables condamnés purgent toute leur peine de prison.

Si les politiques d'accueil ne sont pas associées à des répercussions pénales, les refuges risquent de réduire l'efficacité des efforts en matière de conservation des grands singes en donnant l'impression qu'il est acceptable d'acheter, de transporter et d'avoir des primates chez soi. De plus, s'ils ne font rien pour promouvoir l'application de la législation sur les espèces sauvages dans les cas où il est clair que les fonctionnaires font fi de la réglementation ou sont impliqués dans le trafic des grands singes, les refuges permettent pour ainsi dire aux autorités de bafouer la loi et ils contribuent en quelque sorte au trafic.

Depuis longtemps, les activistes du réseau EAGLE (Eco Activists for Governance and Law Enforcement - militants écologistes pour la gouvernance et l'application des lois), une coalition d'ONG en Afrique dans le domaine de l'application des lois et de la conservation, demandent aux refuges de suivre le protocole associant tout accueil d'animaux à des répercussions pénales adéquates. Le protocole est aussi conforme aux procédures suivies par l'ONG Humane Society of the United States (HSUS) dans son sauvetage des animaux en captivité illégale. Avant de procéder à une intervention de sauvetage, le HSUS collabore directement avec la police pour veiller à ce que les coupables soient tenus responsables devant la

loi et pour les empêcher simplement de reprendre d'autres animaux et de recommencer leurs méfaits (K. Nienstedt, communication personnelle, 2016). Même si un processus similaire dans les pays en voie de développement est clairement plus problématique, la communauté internationale devrait faire en sorte de mieux soutenir les États, les refuges et les ONG dans leurs efforts pour améliorer la transparence, la lutte contre la corruption et l'application des lois. L'ensemble de ces changements aiderait à encourager les refuges à associer les sauvetages aux répercussions pénales.

Les refuges sont rarement impliqués dans les poursuites judiciaires dans les cas d'infraction à la législation sur les espèces sauvages, mais ils peuvent jouer un rôle important en soutenant l'application des lois par le biais de partenariats et d'activités de sensibilisation, comme nous l'aborderons plus loin. Certains refuges font preuve de bonnes pratiques en veillant à avoir pour chaque animal un historique juridique qui peut être suivi, et qui peut par la suite aider les forces de l'ordre à incriminer les responsables, ce qui dissuadera ceux qui envisagent le trafic d'espèces sauvages.

### *Relations avec les autorités et les forces de l'ordre : Une voie pour un progrès vers la transparence, l'obligation de rendre des comptes et la dissuasion*

Par le passé, les ONG ont supporté le fardeau du financement des projets de protection tels que la construction et l'entretien des refuges pour animaux afin de fournir un accueil et des soins aux espèces sauvages en captivité illégale confisquées par les pouvoirs publics. De nombreux refuges et des ONG ont pris conscience que les autorités partenaires sont réticentes à contribuer financièrement à la protection des animaux confisqués, et que leur engagement se limite à tolérer les refuges sur leur territoire. Si les pouvoirs publics accordent



**Photo :** Les refuges, les autorités partenaires et les autres parties prenantes doivent prendre des mesures supplémentaires pour que la confiscation et le sauvetage des grands singes contribuent à une mise en application efficace de la réglementation sur la faune sauvage et au maintien de populations viables de grands singes à l'état sauvage.  
© Jabruson 2017

de la valeur à l'accueil des espèces sauvages confisquées, ils devraient alors accepter de prendre à leur charge une partie du coût de cette lourde responsabilité financière. À cette fin, les refuges devraient prendre la mesure de leur rôle dans la conservation à long terme des grands singes et dresser une répartition des responsabilités et des engagements financiers de toutes les parties, y compris ceux des pouvoirs publics, sous la forme d'un contrat écrit.

Les refuges peuvent tirer profit d'une position plus affirmée en exigeant un soutien d'ordre financier et opérationnel de la part des autorités partenaires. Les pouvoirs publics qui autorisent l'implantation des refuges pour grands singes ont par le passé négligé d'assumer ces importantes responsabilités, bien que ce soutien soit finalement nécessaire pour garantir le placement et le soin à long terme adéquats de ces animaux. De plus, les États de l'aire de répartition ont presque totalement échoué à faire appliquer les lois contre les activités illégales qui favorisent le trafic des animaux vivants, engendrant une impunité quasi totale des braconniers, des trafiquants et des personnes influentes qui participent au trafic des espèces protégées ou le facilitent (Lawson et Vines, 2014 ; TRAFFIC, 2008 ; WWF et Dalberg, 2012). Ainsi, les pouvoirs publics manquent également à leurs obligations de mettre en place des mesures de dissuasion indispensables contre le trafic des espèces sauvages. Parallèlement, les autorités continuent à en appeler à la bienveillance des refuges. En acceptant le fardeau financier de la prise en charge de ces animaux, ces établissements déresponsabilisent encore plus les autorités partenaires. Le rôle des autorités en tant que partenaires des refuges devrait inclure au minimum la capacité et la volonté de veiller à l'application adéquate des lois sur les espèces sauvages.

Le fardeau financier qui repose depuis longtemps sur les refuges est devenu de plus en plus insoutenable au fil de leur

engorgement. De plus, l'obtention de fonds de fonctionnement devient de plus en plus ardue dans la mesure où la demande de places en refuges ne cesse d'augmenter et que les sources de financement commencent à se raréfier ou sont soumises à des appels d'offres. Ce ne sera que quand les pouvoirs publics assumeront plus de responsabilités



et qu'ils seront obligés de s'engager davantage qu'ils commenceront à jouer un rôle moteur sérieux dans l'application des lois nationales pour la défense des espèces protégées, ainsi que dans la prise en charge des questions de fonctionnement et de financement pesant sur les refuges. Le même scénario se répète en grande partie pour

les projets de conservation *in situ* ; toutefois, les pouvoirs publics ont récemment commencé à assumer une partie de la charge financière des activités de conservation coûteuses, dont l'application des lois. Les autorités partenaires ne peuvent pas s'engager plus dans les activités de conservation et de protection avant d'effectuer un





considérable effort d'investissement financier, qui soutiendrait à la fois les programmes visant à réduire le nombre de grands singes nécessitant un accueil en refuge et à mieux protéger les populations sauvages.

Même s'il est difficile de recueillir des données sur les cas de corruption en raison de leur nature intrinsèquement clandestine, une abondance de preuves empiriques suggère que la plupart des incidents qui ont engendré la captivité des grands singes relèvent d'une forte corruption. D'autre part, de nombreuses publications ont associé la mauvaise gouvernance et la corruption avec une hausse du trafic d'espèces sauvages (Bennett, 2015 ; Smith *et al.*, 2015). Dans certains cas, les refuges ont privilégié la qualité de vie de l'animal sur les questions de respect des lois de protection des grands singes en contournant les procédures d'inscription officielle des admissions visant à traduire les coupables en justice. Le fait qu'un fonctionnaire soit prêt à accepter un pot-de-vin pour ne pas arrêter les coupables ou, plus passivement, simplement laisser quelqu'un relâcher ou déposer un animal à un refuge sans répercussions pénales représente un exemple typique de corruption (surtout si l'animal appartenait à un agent de l'État, un homme d'affaires influent ou une autre personne puissante).

En réalité, la corruption entre en jeu bien avant que le grand singe n'atteigne un refuge. Les très jeunes primates sont très reconnaissables, et il est improbable qu'ils aillent d'une région éloignée dans la forêt à un centre urbain sans avoir attiré l'attention d'un grand nombre de riverains et de fonctionnaires, y compris des gardes des réserves, des officiers de police, des militaires et des douaniers. Il est relativement fréquent que les trafiquants versent des dessous de table aux autorités pour ne pas se faire arrêter et obtenir l'autorisation de passage pour transporter un grand singe. Dans de nombreux cas, les animaux se retrouvent chez des individus en haut lieu dans l'appareil de

l'État, l'armée, le milieu des affaires ou la communauté des expatriés. Ces individus ou ces entreprises sont souvent à l'abri de toute arrestation ou poursuite en raison de leurs solides relations ou des pots-de-vin versés pour échapper à la justice. Quand ils commencent à considérer le grand singe comme un fardeau financier ou un danger à long terme, ils essaient généralement de transférer l'animal dans un refuge. Étant donné que leur souci premier est de porter secours à chaque grand singe, les refuges ont traditionnellement accepté volontiers de telles charges, sans poser trop de questions. Afin d'endiguer ce cycle d'impunité, de corruption et d'infraction, les pouvoirs publics, les refuges et les ONG de conservation doivent cesser de fermer les yeux.

Les poursuites pénales, les condamnations et les mesures efficaces de dissuasion contre les futurs délits sont essentielles à la réussite de l'application des lois. La prévention fonctionne si une peine établie pour un délit est suffisante pour décourager un éventuel délinquant à enfreindre la loi. Dans les régimes juridiques corrompus, les effets de dissuasion suffisent rarement à entamer la motivation à enfreindre la loi pour en tirer de futurs bénéfices (Bennett, 2015). Les poursuites et les condamnations en matière de trafic d'espèces sauvages sont encore à l'état embryonnaire dans certains pays de l'aire de répartition, et même quand les coupables sont inculpés et emprisonnés, il se peut qu'ils versent tout simplement un pot-de-vin pour être libérés (Martini, 2013 ; WWF et TRAFFIC, 2015 ; Wyatt et Ngoc Cao, 2015). Dans certains cas, le personnel judiciaire a besoin de formation afin de bien poursuivre les délits et dans l'élaboration de condamnations qui auront une action préventive. Pour être efficaces, les mesures de dissuasion doivent également correspondre au contexte national. Les sanctions qui dissuaderaient les villageois indonésiens de tuer les orangs-outans qui pillent leurs récoltes risquent de ne pas être aussi



efficaces pour empêcher les trafiquants de viande de brousse en Afrique. Les procureurs devraient établir des mesures de dissuasion qui peuvent être suivies et évaluées pour leur efficacité dans leur contexte juridictionnel. Il faut traduire en justice de manière cohérente ceux qui enfreignent les lois sur les espèces sauvages – qu’il s’agisse d’entreprises, de chasseurs traditionnels ou professionnels, ou de trafiquants d’animaux de compagnie - et si l’on faisait beaucoup de bruit autour de leur procès, cela pourrait servir de moyen de dissuasion.

En apportant un accueil secourable adapté aux animaux confisqués par les forces de l’ordre, les refuges peuvent jouer un rôle vital en contribuant sur place aux efforts de conservation. En revanche, si les centres acceptent les animaux des mains des forces de l’ordre en se basant uniquement sur un document juridique qui autorise le transfert, mais ne mentionne aucune information sur le jugement ou la condamnation des responsables, cela n’est pas suffisant pour empêcher les futures confiscations et peut même servir à encourager le trafic.

Si les refuges doivent jouer un rôle important dans les efforts de conservation des espèces, il faut soit qu’ils s’engagent directement en accentuant les moyens de dissuasion contre le futur trafic d’espèces sauvages, soit qu’ils assistent les pouvoirs publics et les autres parties prenantes dans leur lutte. Cela ne signifie pas pour autant que les refuges devraient entreprendre seuls cette tâche. Il leur incombe plutôt d’accepter les espèces sauvages protégées à condition d’un suivi de l’application de la loi et de veiller à ce que ce suivi ait bien lieu. À cette fin, ils pourraient décider de collaborer plus étroitement avec les autorités partenaires, les ONG qui se spécialisent dans la lutte contre la fraude ou les ONG locales ou internationales qui soutiennent les efforts de conservation de la faune sauvage.

De nombreux refuges mènent des programmes d’action éducative sur le terrain

auprès des jeunes pour les décourager de se lancer dans le trafic ou la chasse illégale des espèces sauvages comme future occupation ou source de revenus complémentaires. Une plus grande collaboration avec les parties prenantes qui ont des liens plus étroits avec les forêts où les grands singes sont braconnés – telles que les ONG de conservation, les autorités partenaires, les spécialistes du développement et les acteurs industriels - pourrait permettre de diriger ces activités éducatives vers des publics mieux ciblés pour des retombées plus positives. De nombreux refuges sont situés près des centres urbains, qui ne sont pas en général les lieux de vie des braconniers. Toutefois, c’est dans les zones urbaines que se trouvent des individus riches qui financent le trafic ; ces personnes représentent des cibles importantes qui peuvent être sensibles aux informations sur les lois sur les espèces sauvages et les poursuites judiciaires à ce sujet. Par conséquent, il serait peut-être intéressant de favoriser la collaboration avec les défenseurs de l’environnement et les chercheurs qui sont proches aussi bien des origines rurales que des centres urbains de la chaîne du trafic.

Il est tout aussi important de prendre en compte la capacité des refuges, des ONG de conservation et de toutes les autres parties engagées dans les actions éducatives et la sensibilisation sur la conservation pour vérifier la portée de ces activités dans la réalisation des objectifs de conservation. Jusqu’à présent, malgré les millions de dollars dépensés sur ces thèmes sans aucun doute importants, les données démontrant la valeur des actions éducatives sur la conservation demeurent étonnamment limitées.

Il est problématique de démontrer qu’un seul programme ou qu’une seule campagne a influencé les comportements et a entraîné une baisse de la chasse illégale de grands singes, ou de la destruction de l’habitat et de la connectivité des habitats de ces animaux. Les enquêtes avant et après les

“ Les poursuites pénales, les condamnations et les mesures efficaces de dissuasion contre les futurs délits sont essentielles à la réussite de l’application des lois. ”

“ Les refuges pourraient faire avancer la conservation des primates en devenant des partenaires plus actifs dans des actions de conservation et des efforts de gestion de plus grande envergure. ”

campagnes éducatives peuvent révéler une sensibilisation accrue, mais elles ne prouvent aucun changement de comportement (Carleton-Hug et Hug, 2010). Les réponses aux enquêtes peuvent également indiquer que les gens taisent délibérément les activités illégales ou reprochables ou qu'ils ont appris les « bonnes » réponses aux questions de l'enquête (Nuno et St John, 2015 ; L. Pintea, communication personnelle, 2015).

Afin de démontrer qu'un changement de comportement a entraîné une baisse de la demande en grands singes, il faut des données sur les habitudes de ceux qui achètent et vendent de la viande de brousse et des grands singes. Il est nécessaire que les refuges montrent qu'ils ont touché les bons groupes démographiques – ceux qui comptent les individus les plus susceptibles de tuer, vendre ou acheter les grands singes – et que ces publics ont non seulement appris des informations pertinentes, mais qu'ils ont également modifié leur comportement qui les incite au braconnage des primates. Pour mettre fin au braconnage, les autorités partenaires doivent également dissuader de manière active la chasse illégale en menant efficacement des patrouilles anti-braconnage, en veillant à ce que la loi sur les espèces sauvages soit dûment appliquée, et en faisant une large publicité aux poursuites en justice et aux peines des coupables.

En résumé, les refuges, les autorités partenaires et les autres parties prenantes doivent prendre des mesures supplémentaires pour que la confiscation et le sauvetage des grands singes contribuent à une mise en application efficace de la réglementation sur la faune sauvage et au maintien de populations viables de grands singes hominidés à l'état sauvage. Ces mesures supposeraient que :

- les refuges n'acceptent pas les primates qui étaient tenus en captivité illégale à moins d'avoir une documentation officielle démontrant que les autorités publiques responsables de la confiscation

ont conduit une enquête complète sur l'infraction et ont arrêté, ou tentent activement d'arrêter, ou envisagent de traduire en justice ou de condamner les suspects ;

- les membres des équipes des refuges sollicitent des réunions régulières avec l'autorité publique compétente en application de la loi pour vérifier qu'un suivi adapté des affaires en cours de jugement a été fait ou est prévu ;
- les refuges travaillent en partenariat avec les autorités et les organisations de conservation qui mènent des batailles juridiques dans des affaires d'atteinte aux espèces sauvages pour veiller à ce que des directives satisfaisantes existent sur les peines à infliger et que les condamnés purgent véritablement leur peine ;
- les autorités appliquent, en vertu de la loi, le même traitement à tous les auteurs de trafic d'espèces sauvages ;
- les refuges partagent régulièrement les données et les informations critiques avec leurs partenaires à des postes stratégiques pour traiter le problème des confiscations en remontant à leur origine géographique et pour faciliter les efforts d'intervention concertée afin de lutter contre le braconnage et les affaires de trafic ;
- les refuges diffusent régulièrement les données recueillies aux partenaires stratégiques de sensibilisation à la conservation et aux médias, ou aux partenaires spécialisés en communication pour dissuader le public de s'engager dans le trafic de primates.

### *Protection de l'habitat et organisation de la conservation*

Les refuges pourraient faire avancer la conservation des grands singes en devenant des partenaires plus actifs dans des actions de conservation et des efforts de gestion de plus grande envergure. Actuellement, de nombreux refuges ne collaborent pas étroitement

avec les organisations de conservation, les chercheurs sur le terrain, les entreprises ou les autorités à la programmation de la gestion et de l'aménagement des habitats des grands singes (Wildlife Impact, 2016). Ces programmes déterminent pourtant la gestion des territoires d'où proviennent de nombreux primates présents dans les refuges. D'importantes populations de certaines espèces de grands singes – telles que les orangs-outans de Bornéo, les gorilles des plaines de l'Ouest (*Gorilla gorilla gorilla*) et les chimpanzés d'Afrique centrale (*Pan troglodytes troglodytes*) – se situent majoritairement en dehors des aires protégées (Ancrenaz *et al.*, 2015b ; UICN, 2014d). On ne saurait trop souligner l'importance d'une collaboration étroite avec les ONG de conservation, les chercheurs sur le terrain, les entreprises ou les autorités pour impliquer les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation forestière, et les propriétaires fonciers traditionnels qui se trouvent dans le périmètre de l'habitat des grands singes.

Par ailleurs, les refuges et les ONG devraient faire pression sur les autorités pour veiller à ce que les lois nationales protègent de façon adéquate les habitats critiques des primates. Il est légal dans certains pays de l'aire de répartition de détruire les habitats des grands singes, et dans certains cas, les lois de conservation en faveur des grands singes peuvent être outrepassées ou ignorées au profit de concessions commerciales (Rainer et Lanjouw, 2015 ; Tata *et al.*, 2014 ; E. Meijaard, communication personnelle, 2017). Les refuges qui n'ont pas la capacité ou le temps de se concentrer sur ces questions générales de conservation pourraient collaborer avec les organismes de conservation ou aider à promouvoir leur travail par des projets sur le terrain visant à assurer la survie à long terme des primates sauvages dans leur habitat naturel.

La manière dont les refuges et les entreprises privées traitent les retours vers la nature de grands singes sauvages asiatiques

constitue un aspect particulièrement préoccupant de la conservation des habitats. À Bornéo, certains transferts ont en réalité engendré une déforestation supplémentaire (M. Ancrenaz, communication personnelle, 2016). On sait que des entreprises ont demandé à des refuges ou aux autorités d'enlever ce qu'ils appellent les orangs-outans « problématiques » vivant dans de petites parcelles boisées parmi les paysages en mosaïque. Si les refuges acceptent de retirer les orangs-outans, les industriels ont tendance à déboiser les parcelles concernées, car elles ne contiennent plus d'espèces à protéger (M. Ancrenaz, communication personnelle, 2016). Dans ces situations, on ne sait pas si les orangs-outans peuvent s'adapter et survivre après avoir été transférés.

Les chercheurs rapportent que les entreprises considèrent qu'elles ont effectué quelque chose de positif et que la question est réglée une fois qu'elles ont contacté un refuge pour retirer le grand singe « problématique » (S. Cheyne, communication personnelle, 2016). Même si les entreprises ont une démarche positive en alertant les refuges à propos des grands singes, elles n'ont en général aucune conscience du coût et des besoins à long terme d'un grand singe transféré. Par ailleurs, les entreprises contribuent rarement financièrement au transfert, à la prise en charge à long terme et au suivi après la remise en liberté. De nombreux transferts ne font simplement que déplacer le problème sans traiter les raisons qui causent initialement le déplacement des primates, telles qu'une mauvaise gestion des terres par les entreprises ou les responsables de plantation (S. Cheyne, communication personnelle, 2016).

Le fait de permettre aux industriels de déboiser les parcelles de forêt inscrites dans le paysage rend l'ensemble du paysage de moins en moins adapté à l'orang-outan et aux autres espèces sauvages. Les recherches ont montré que là où la chasse n'existe pas, les orangs-outans peuvent évoluer dans des





**Photo :** Les refuges, les ONG et les industriels doivent redoubler d'efforts afin de promouvoir une gestion durable de ces paysages en mosaïque (quelle que soit la taille des parcelles).  
© Marc Ancrenaz/  
Fondation Arcus

paysages où l'on observe une exploitation forestière durable et des plantations de palmiers à huile, mais ils nécessitent cependant la présence de corridors et de parcelles boisées (Ancrenaz *et al.*, 2015b ; Wich *et al.*, 2012b). Dès que ces îlots forestiers sont détruits, les animaux ne peuvent plus vivre dans le paysage et la population devient extrêmement fragmentée et condamnée à disparaître à long terme (M. Ancrenaz, communication personnelle, 2016). Il est nécessaire que les refuges, les industriels et

les autorités collaborent sur des solutions qui tiennent compte des plantations de palmier à huile et des concessions d'exploitation forestière qui existent et aussi de la présence des grands singes.

Les refuges, les ONG et les industriels doivent redoubler d'efforts afin de promouvoir une gestion durable de ces paysages en mosaïque. Au lieu de retirer des animaux au détriment de l'habitat des grands singes sauvages locaux, les refuges devraient inciter les industriels, les autorités et les autres





parties prenantes à privilégier la protection de l'habitat naturel (quelle que soit la taille des parcelles) afin de ne pas nuire aux populations de grands singes.

#### *Développement durable et financement*

Il existe relativement peu de programmes de subvention pour soutenir les refuges des pays de l'aire de répartition. De nombreux refuges font face à un manque de financement, en particulier pour le fonctionnement

de base (administration et salaires), le soin des animaux et les besoins en installations. Les donateurs attendent de plus en plus de leurs bénéficiaires qu'ils fournissent en retour des preuves empiriques pour démontrer s'ils ont une incidence et, de quelle manière, sur la survie à long terme des espèces à l'état sauvage. Cela pose des difficultés particulières aux refuges demandeurs de financement, qui recueillent rarement le type de données demandées pour répondre à cette question (Wildlife Impact, 2015).

“ La planification, le suivi et l'évaluation exigent un engagement constant, ce qui peut s'avérer difficile pour les refuges en termes de temps, de financement et d'expertise. ”

Un autre problème repose sur le fait que de nombreux refuges négligent la planification de la relève, mettant ainsi davantage en péril leur pérennité. Comme le renforcement des capacités du personnel d'encadrement local à assurer l'avenir des refuges est difficile et chronophage, il est souvent négligé. Les refuges pour grands singes, ainsi que de nombreuses petites organisations de conservation entreprennent rarement une planification stratégique, un suivi empirique des résultats ou une évaluation indépendante menés par des professionnels, même si ces processus sont essentiels pour discerner les actions réussies et résoudre les problèmes de financement (Farmer, 2012 ; Ferraro et Pattanayak, 2006 ; MEA, 2005).

La transparence sur la gouvernance et sur les résultats est tout aussi rare. En réalité, les refuges documentent ou partagent rarement les enseignements tirés des échecs ou des quasi-faillites avec les autres acteurs du secteur, et par conséquent les privent de précieuses informations et de la possibilité d'éviter de tomber dans les pièges connus. La faillite de certains centres peut exercer une énorme pression sur les autres refuges du pays ou de la région qui devront trouver de la place pour leurs animaux et dont la capacité d'accueil d'orphelins pourrait être saturée.

Les refuges dont la viabilité n'est pas assurée ou qui risquent de faire faillite ne sont pas en mesure de traiter les causes profondes de leur instabilité sans modifier leurs structures et activités de gestion. Ils peuvent accroître la transparence et partager leurs connaissances par le biais d'alliances de centres d'accueil ; ils peuvent également gagner de nouvelles idées grâce à des spécialistes de l'extérieur, une planification stratégique, un suivi empirique des résultats et une évaluation indépendante menés par des professionnels. Ces méthodes peuvent aider les refuges à identifier les problèmes et les solutions éventuelles, à concentrer leurs efforts sur des objectifs de projet, tout en contribuant à leur bonne gouvernance et à

leur pérennité, en apportant des preuves empiriques des impacts et en guidant l'application des meilleures pratiques. Il est important de noter que la planification, le suivi et l'évaluation exigent un engagement constant, ce qui peut s'avérer difficile pour les refuges en termes de temps, de financement et d'expertise. La prise en compte de ces besoins par les donateurs qui vont les soutenir financièrement est par conséquent capitale tout comme le partage de connaissances et les conseils de collègues qui ont déjà suivi ces méthodes.

## Conclusion

On peut trouver des refuges de grands singes dans la plupart des pays de l'aire de répartition en Asie et dans un peu moins de la moitié des pays africains concernés. Les collaborations ont permis le partage d'informations et la formation entre les refuges et avec des spécialistes de l'extérieur ; elles ont aussi joué un rôle dans l'évolution de ces centres en organisations dotées de vastes programmes recouvrant la protection, la conservation et le développement communautaire. Les refuges sont en proie à d'énormes difficultés pour accueillir les nombreux grands singes sauvés du trafic de viande de brousse, de la destruction de leur habitat, des conflits homme-animaux et du trafic d'animaux de compagnie. La croissance démographique explosive prévue dans plusieurs des pays africains de l'aire de répartition et en Indonésie accentuera les menaces contre les primates sauvages et augmentera le besoin de confiscations des grands singes victimes du braconnage et du trafic.

Par ailleurs, l'attention de la communauté internationale sur la législation en matière de protection des espèces sauvages entraîne un effet positif en favorisant l'application des lois interdisant la capture et le trafic des animaux sauvages. Avec une hausse des confiscations, les refuges risquent d'être



surchargés et d'avoir de plus en plus de mal à faire face à la situation. Il est nécessaire que les refuges, les autorités, les donateurs, les ONG de conservation et les autres partenaires collaborent pour trouver des solutions durables afin de garantir des critères élevés d'accueil aux animaux confisqués tout en améliorant en parallèle la protection des grands singes sauvages et de leurs habitats.

La réintroduction ou le transfert des grands singes est souvent présenté comme une réponse à la captivité en centre d'accueil surchargé et à la qualité de vie des primates. En réalité, ce sont des options à haut risque qui peuvent mettre en danger la conservation des grands singes sauvages et des autres espèces sauvages, ainsi que la qualité de vie des populations de grands singes sauvages et des individus relâchés. La destruction continue des forêts rend les deux options de plus en plus difficiles, car le peu d'habitats appropriés restants est déjà occupé par de grands singes sauvages. Les études de faisabilité, les comparaisons des outils de conservation disponibles et une bonne compréhension du paysage local sur les plans écologique, politique et communautaire peuvent aider les refuges à déterminer si la réintroduction ou le transfert est approprié, ou si d'autres outils de conservation pourraient coûter moins cher et sauver plus de vies. Les organisations de certification pour les refuges, les évaluateurs indépendants et les donateurs peuvent jouer un rôle important en créant une obligation de rendre des comptes dans le cadre des lignes directrices de l'UICN pour de meilleures pratiques en matière de réintroduction et de transfert. Les organismes de subvention en particulier peuvent générer des changements positifs en suggérant, ou en exigeant, une étude scientifique indépendante des méthodologies de réintroduction ou en demandant d'avoir des retours sur ces actions.

Un nombre important de grands singes actuellement dans des refuges ou ayant besoin d'être sauvés ne pourront pas être libérés et

seront par conséquent en captivité toute leur vie. Pour de nombreux refuges, l'obtention du financement de fonctionnement reste très incertaine, ainsi que l'embauche d'une équipe qualifiée et la garantie que la surface des installations permette d'apporter des conditions de vie de qualité à des pensionnaires de plus en plus nombreux. Le nombre croissant des confiscations va aggraver ces problématiques. Il est par conséquent encore plus indispensable que les refuges veillent à ce que leurs sauvetages et leurs activités de conservation soient soigneusement coordonnés, ciblés et évalués pour faciliter l'application de la loi et démontrer les progrès en s'attaquant aux causes profondes qui poussent les grands singes vers les centres d'accueil.

Les refuges qui ne parviennent pas à exiger des autorités qu'elles assument leurs responsabilités en matière d'application de la loi sur les espèces sauvages peuvent freiner encore plus son efficacité, ce qui risquerait d'aggraver le trafic des grands singes. À l'inverse, une meilleure collaboration avec les autorités en matière de confiscation, de planification de la conservation et d'activités de gestion, des programmes éducatifs ciblés et des partenariats avec des ONG de conservation procurent aux refuges diverses possibilités d'agir positivement sur ces problématiques.

De nombreux centres se sont déjà lancés dans ces actions. Ils suivent des critères transparents et respectent les conditions liées à leur agrément, y compris l'interdiction de faire de la reproduction et de mettre les animaux en contact avec les visiteurs. Ils ont démontré leur engagement en s'attaquant aux causes profondes qui poussent les grands singes vers les refuges. Ils appliquent les lignes directrices de l'UICN pour de meilleures pratiques en matière de réintroduction et de transfert et affichent une volonté d'entreprendre un suivi et une évaluation indépendante. En agissant ainsi, ils ouvrent la voie à tous les refuges qui sont

“ La croissance démographique explosive prévue dans plusieurs des pays de l'aire de répartition accentuera les menaces contre les primates sauvages. ”

incités à démontrer leurs progrès, étape critique pour obtenir de nouveaux financements et le soutien dont ils ont besoin pour renforcer la conservation et la protection des grands singes.

II. Le statut des grands singes en captivité : bilan statistique

Le paysage réglementaire continue d'évoluer dans de multiples directions qui influencent la façon dont les grands singes sont gardés et utilisés en captivité. Certains de ces changements ont découlé de la législation, de pétitions et d'autres mécanismes réglementaires, ou sont le fruit de l'activisme (Durham, 2015). D'autres transformations résultent de l'application de lois ou de procès. En Argentine, par exemple, un juge a décrété le transfert de Cecilia, un chimpanzé femelle isolé dans un zoo, vers un refuge spécialisé au Brésil sur le principe de protéger ses droits (Tello, 2016). En revanche, l'application de la loi américaine sur les espèces en voie de disparition a tranché lors d'un procès contre un zoo sans agrément

dans l'Alabama qui gardait un chimpanzé nommé Joe (USFWS, 2015). Après le jugement, Joe a été transféré dans le refuge privé Save the Chimps, en Floride, et les autorités américaines ont ensuite ordonné la fermeture du zoo (Brulliard, 2016 ; Sharp, 2016).

Les grands singes en captivité aux États-Unis, au Japon et en Europe

Même si les modifications de la loi et de l'application de la loi sont importantes, les retombées pour les grands singes ne suivent pas toujours rapidement (Durham et Phillipson, 2014, p. 300). Aux États-Unis, la montée des restrictions sur l'élevage, sur l'expérimentation animale, sur l'utilisation dans l'industrie du spectacle, sur la possession par des particuliers et sur le commerce a entraîné une baisse du nombre des chimpanzés utilisés à diverses fins commerciales. Même si ces évolutions se sont accompagnées d'une hausse du nombre de pensionnaires dans les refuges, une controverse entoure toutefois la lenteur des transferts des chimpanzés vers ces établissements

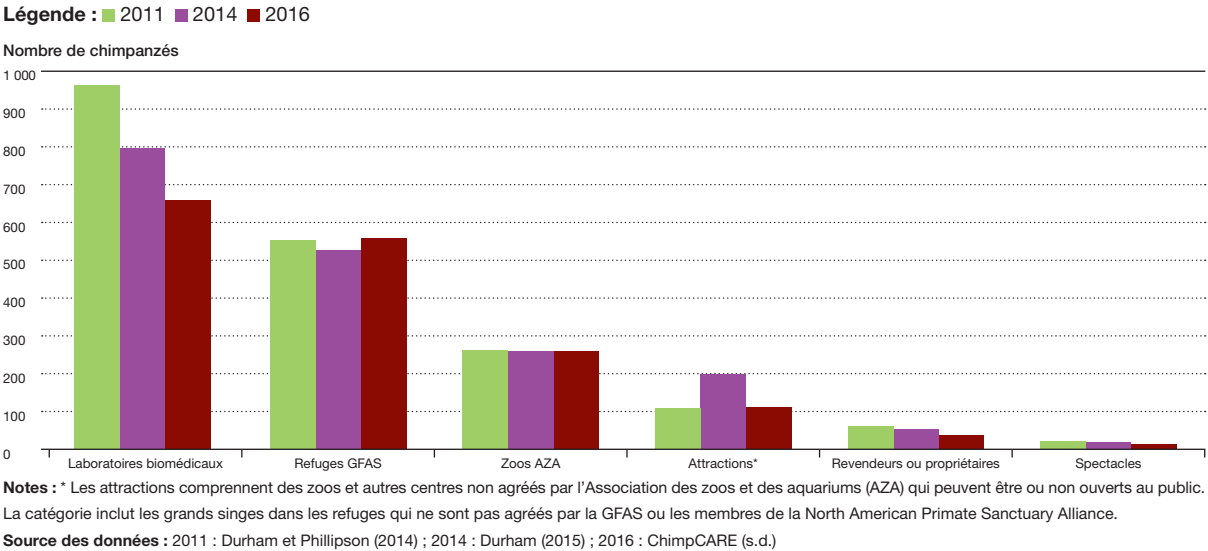
**TABLEAU 8.3**  
Nombre de chimpanzés sous différentes formes de captivité aux États-Unis en octobre 2016

Type de captivité	2011 <sup>a</sup>	2014 <sup>b</sup>	2016 <sup>c</sup>	% changement entre 2011 et 2016
Laboratoires biomédicaux	962	794	658	-32 %
Refuges GFAS	522	525	556	7 %
Zoos agréés par l'Association des zoos et des aquariums (AZA)	261	258	259	-1 %
Attractions*	106	196	111	5 %
Revendeur ou propriétaire particulier	60	52	37	-38 %
Spectacles	20	18	13	-35 %
Total	1 931	1 843	1 634	-15 %

Notes : \* Les attractions comprennent des zoos et autres centres non agréés par l'Association des zoos et des aquariums (AZA) qui peuvent être ou non ouverts au public. La catégorie inclut les grands singes dans les refuges qui ne sont pas agréés par la GFAS ou les membres de la North American Primate Sanctuary Alliance.

Source des données : (a) Durham et Phillipson (2014) ; (b) Durham (2015) ; (c) ChimpCARE (s.d.)

**FIGURE 8.1**  
**Nombre de chimpanzés sous différentes formes de captivité aux États-Unis en octobre 2016**



(Fears, 2016 ; voir le tableau 8.3 et la figure 8.1). Étant donné l'âge et l'état de santé de nombreux chimpanzés utilisés à des fins commerciales en laboratoire ou pour le spectacle, une telle attente peut signifier que certains mourront avant d'arriver à un refuge ou peu de temps après leur admission. L'impératif éthique, quand il s'agit des réglementations, des actions ou des pratiques élaborées pour améliorer la qualité de vie des grands singes est de lever les barrières et obstacles au changement afin que les grands singes en profitent véritablement.

La taille et le mode de fonctionnement des refuges pour chimpanzés aux États-Unis varient considérablement. Certains s'occupent de quelques chimpanzés avec des centaines d'autres animaux qui vont des poules aux tigres (Fund for Animals, s.d.) ; d'autres se spécialisent dans les chimpanzés, et en accueillent de sept à plus de 250 (voir le tableau 8.4). En octobre 2016, Chimp Haven, le refuge qui accueille les chimpanzés appartenant au gouvernement fédéral, et Save the Chimps représentaient 76,4 % des chimpanzés présents dans des refuges

agréés ; les huit autres refuges abritaient 141 individus (23,6 %). Un nouveau centre, baptisé Project Chimps, a ouvert ses portes

**TABEAU 8.4**  
**Nombre de chimpanzés dans des refuges spécifiques des É.U., en octobre 2016**

Nom du refuge	Nombre de grands singes	% du total
Center for Great Apes	28	4,7 %
Chimp Haven	204	34,2 %
Chimpanzee Sanctuary Northwest	7	1,2 %
Chimps Inc.	7	1,2 %
Cleveland Amory Black Beauty Ranch	2	0,3 %
Primarily Primates	38	6,4 %
Primate Rescue Center	9	1,5 %
Project Chimps	9	1,5 %
Save the Chimps	252	42,2 %
Wildlife Waystation	41	6,9 %
<b>Total</b>	<b>597</b>	<b>100,0 %</b>

Source des données : ChimpCARE (s.d.)



en 2016 et comptait neuf chimpanzés pensionnaires en octobre 2016 (Baekler Davis, 2016). Même s'il n'a pas encore reçu son agrément, l'organisme affichait la volonté de s'agrandir sur plusieurs années pour recevoir plus de chimpanzés en provenance d'un laboratoire qui abandonne progressivement ses activités (Milman, 2016).

Dans les précédentes éditions de *La Planète des grands singes*, les données extraites des rapports d'inspection officiels américains ont été analysées pour déterminer 1) le nombre de grands singes sous les différentes formes de captivité, et 2) les risques pesant sur la qualité de vie des grands singes relatifs aux violations de l'Animal Welfare Act (la loi américaine sur la bientraitance des animaux) (Durham et Phillipson, 2014). Seulement, en 2017, le ministère américain de l'Agriculture a retiré le champ du taxon des options de recherche

dans la base de données et a cessé de fournir un décompte des animaux dans les résultats de recherche ; par conséquent, il était impossible de mettre à jour les informations clés sur les grands singes en captivité aux États-Unis pour cette édition. Ensuite, l'organisme a éliminé encore plus de données, y compris les informations sur les violations et les actions coercitives en vertu de l'Animal Welfare Act, une initiative qui a fait l'objet de nombreuses critiques et d'actions en justice (Brulliard, 2017c ; Wadman, 2017b ; voir l'encadré 8.3). Le fait que les autorités américaines ne mettent plus de données à disposition en ligne suscite des craintes quant à la transparence et l'obligation de rendre des comptes.

À l'inverse des récents changements aux États-Unis, le Japon détient un programme de transparence totale, dans lequel le nom, l'âge et la localisation de chaque grand singe

### ENCADRÉ 8.3

#### Accès non autorisé : La disparition de données américaines en matière de qualité de vie des animaux

Au début de 2017, l'organisme fédéral qui veille à l'application de l'Animal Welfare Act ou l'AWA, le ministère américain de l'Agriculture, a brusquement retiré de la partie accessible au public les données et les documents de conformité à l'AWA qui étaient en ligne (Wadman, 2017b). L'organisme a interrompu l'accès à la base de données consultable et aux rapports annuels numériques, il a aussi mis fin à l'accès aux rapports d'inspection, qui signalent une totale conformité, des nouveaux cas ou des cas répétés de non-conformité et les modalités des procès-verbaux de l'organisme, telles que le délai accordé pour apporter les corrections (Daly et Bale, 2017).

Un certain nombre de parties prenantes (des organisations de défense des droits des animaux et des associations de zoos et de laboratoires, aux membres du Congrès) ont exprimé leur inquiétude à propos de l'incidence globale sur la transparence et la perception du public (Wadman, 2017a). Même si l'organisme a réinstauré une petite partie des dossiers supprimés, des procès sont en cours en vertu de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act ou FOIA) et de la loi sur les procédures administratives (Administrative

Procedures Act) (Wadman 2017a, 2017b). Aucune solution ne pointe à l'horizon et de nouvelles préoccupations continuent à émerger comme récemment, en août 2017 (Brulliard, 2017a).

Bien qu'il soit toujours possible de déposer des demandes de consultation de documents, les réponses sont notablement lentes et les autorités peuvent dissimuler ou censurer des informations, ce qui peut impliquer le masquage de quelques lignes (telles qu'un nom ou une somme en dollar) à des pages entières (Winders, 2017). Un avocat impliqué dans un procès a récemment reçu 1 800 pages qui étaient entièrement noircies (Abel, 2017 ; Winders, 2017). Les défenseurs de la transparence se sont efforcés de combler la brèche en publiant des documents issus d'archives sur d'autres sites internet (Chan, 2017).

Comme il est indiqué dans ce chapitre, le nombre, les espèces, la localisation et les noms des détenteurs avec licence de grands singes en captivité ne sont dorénavant plus disponibles dans la base de données accessible au public, alors que ces documents ont été utilisés dans les précédents volumes de *La Planète des grands singes* et étaient mis à la disposition du public pendant plusieurs années auparavant (Brulliard, 2017a, 2017b). Les répercussions sur les chiffres fournis dans ce volume sont plus significatives pour la famille des hylobatidés, puisqu'ils sont plus susceptibles d'appartenir à des particuliers comme animaux de compagnie, ou dans des ménageries privées et des zoos de fortune sans agrément.

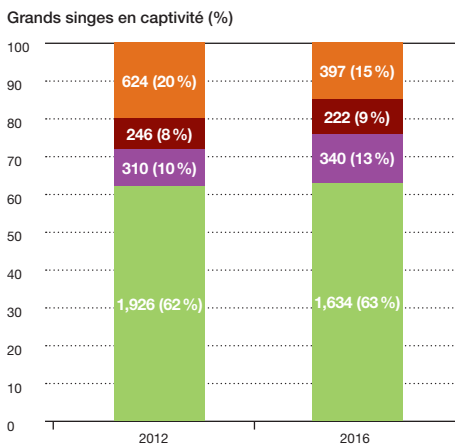
du pays sont ouvertement signalés par le biais du Great Ape Information Network qui est un Réseau de renseignements sur les grands singes (GAIN, s.d.). Les chiffres actuels sur les grands singes au Japon sont indiqués au tableau 8.5.

Dans la mesure où des parties significatives des données américaines ont été rendues inaccessibles, ce bilan se rapporte uniquement aux chiffres concernant les chimpanzés et les autres grands singes déclarés dans des programmes de reproduction en captivité dans le cadre des plans de survie des espèces (SSP) de l'association des zoos et des aquariums des É.-U. Comme l'indique la figure 8.2, les chiffres pour la plupart des taxons de grands singes en captivité aux États-Unis n'ont pas considérablement changé depuis 2012, l'année traitée dans le volume précédent de *La Planète des grands singes* (Durham, 2015). Les données sur les gibbons montrent

**FIGURE 8.2**

### Les grands singes en captivité aux États-Unis, par taxon, 2012 et 2016

**Légende:** Chimpanzés Gorilles  
Orangs-outans Gibbons



**Notes :** Les chiffres sur les gibbons incluent tous les gibbons et les siamangs ; les chiffres sur les chimpanzés incluent les bonobos.

**Source des données :** Center for Great Apes (s.d.) ; ChimpCARE (s.d.) ; Durham (2015, Figure 8.3) ; Durham et Phillipson (2014, Tableau 10.6) ; SSP des gibbons (2016) ; SSP des gorilles (s.d.) ; SSP des orangs-outans (s.d.) ; Species360 (2016)

**TABLEAU 8.5**

### Nombre de grands singes en captivité et nombre de centres d'accueil pour grands singes au Japon, octobre 2016

Taxon	Nombre de grands singes	Nombre de centres
Bonobos	6	1
Chimpanzés	317	50
Gorilles	20	7
Orangs-outans	49	21
Gibbons	181	43
<b>Total</b>	<b>573</b>	<b>64*</b>

**Note :** \* Certains centres accueillent plus d'une espèce de grands singes.

**Source des données :** GAIN (s.d.)

un changement plus remarquable : les chiffres semblent avoir baissé de 624 à une tranche beaucoup plus basse de 374-97 (SSP des gibbons, 2016 ; Species360, 2016). Toutefois, même si les écarts dans la taxonomie et les espèces étudiées des sources citées peuvent justifier certaines disparités, la baisse reflète plus largement le manque de données privées pour les animaux de compagnie, les zoos de fortune et le secteur du spectacle. Ces informations étaient disponibles dans les bases de données des autorités au moment de la dernière étude, mais cela n'est plus le cas (voir l'encadré 8.3).

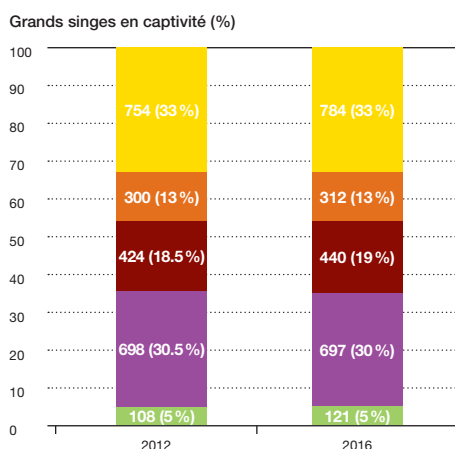
Même si la qualité et le contenu des informations disponibles sur les grands singes et leur bien-être restent préoccupants pour certaines formes de captivité et certains pays, des mesures ont été prises pour améliorer les critères et les pratiques. En 2015 par exemple, la Commission européenne a publié un document sur les bonnes pratiques à destination des zoos (Commission européenne, 2015). Dans les pays de l'Union européenne, la grande majorité des grands singes en captivité se trouvent dans des zoos soumis aux dispositions de la Directive 1999/22/CE (Conseil de l'Union européenne, 1999).

Le nombre de grands singes dans les zoos européens est important lorsqu'on le compare aux chiffres des É.-U (voir ci-dessous), d'Amérique du Sud (33 primates) et d'Australie (158 primates) (Species360, 2016). La figure 8.3 indique le nombre et la proportion de grands singes pour chaque groupe dans les zoos européens. Au total, l'ensemble des données européennes porte sur 2 354 grands singes répartis dans 215 institutions des pays, dont les effectifs varient de 1 à 65 grands singes par site. Les gibbons constituaient le taxon le plus commun de l'échantillonnage, suivis des chimpanzés, des gorilles, des orangs-outans et des bonobos. Le nombre de grands singes solitaires dans l'échantillonnage était faible : 18 grands singes, ou soit moins de 1 % du total. Compte tenu de leurs besoins sociaux et de leurs compétences, tous les grands singes en captivité

**FIGURE 8.3**

**Les grands singes dans des zoos sélectionnés en Europe, par taxon, 2012 et 2016**

**Légende :** ■ Bonobos ■ Chimpanzés ■ Gorilles  
■ Orangs-outans ■ Gibbons



**Notes :** Les chiffres sont tirés de données agrégées présentées dans les rapports de captivité par espèces soumis au Système d'information des espèces (SIS), qui a été rebaptisé Species360 en 2016. Certains chiffres peuvent concerner des effectifs d'années antérieures.

**Source des données :** Durham (2015, Figure 8.1) ; Species360 (2016)

devraient appartenir à des groupes d'individus compatibles.

Un petit nombre de grands singes et d'autres primates, en lente diminution, est toujours utilisé dans les cirques ou d'autres environnements inappropriés en Europe, même si l'Italie, la Norvège et l'Écosse se préparent à examiner ou à appliquer une interdiction (Banks, 2016 ; Born Free Foundation, 2016a, 2016b ; Tyson, Draper et Turner, 2016). D'autres pays ont choisi des « listes blanches » d'espèces autorisées à être détenues par un particulier ; les grands singes ne figurent pas sur ces listes, ce qui signifie que ni les particuliers ni les entreprises ne peuvent légalement les garder (Durham et Phillipson, 2014).

Les progrès de la science ont également eu d'importantes répercussions positives. En réaction à des données révélant une importante proportion de chimpanzés, hybrides de *Pan troglodytes*, dans les programmes de reproduction en captivité, l'European Association of Zoos and Aquaria ou EAZA (Association des zoos et des aquariums européens) a décidé de poursuivre ses efforts sur les sous-espèces de chimpanzés d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale (*Pan troglodytes verus* et *Pan t. troglodytes*), tout en instituant un moratoire sur la reproduction des autres chimpanzés, y compris pour les hybrides (Carlsen et de Jongh, 2015 ; Hvilsum *et al.*, 2013). Malgré ces progrès, certaines difficultés subsistent, y compris pour ce qui est de la coopération internationale sur les priorités et les bonnes pratiques en matière d'accueil et de qualité de vie des grands singes en captivité.

La nécessité de collaborer au niveau mondial se fait particulièrement ressentir quand on considère combien les réglementations, les actions dans un pays ou au niveau de tout autre découpage administratif peuvent entraîner des effets imprévus à d'autres endroits ou dans d'autres pays. Le meilleur exemple concerne le Service américain de

la pêche et de la faune sauvage, qui a autorisé le transfert de huit chimpanzés *Pan troglodytes* du Yerkes National Primate Research Center aux États-Unis vers un zoo non agréé au Royaume-Uni, le Wingham Wildlife Park, après une décision de l'Agence américaine de la santé (National Institutes of Health) qui met fin à l'utilisation de chimpanzés dans les laboratoires médicaux. Cette autorisation semble avoir été motivée, au moins en partie, par la promesse de don faite par le centre Yerkes à un nouveau projet organisé par une œuvre caritative britannique en Ouganda, plutôt que par le souci d'effectuer une action bénéfique à l'espèce, comme prévu par la loi américaine sur les espèces en voie de disparition (Gorman, 2016). Un certain nombre d'organisations (dont le GRASP [Great Apes Survival Partnership des Nations Unies] et la Wildlife Conservation Society) avaient déjà refusé l'offre de don du centre de Yerkes (Bale, 2016).

De multiples parties prenantes internationales s'étaient opposées au transfert lors de la longue phase de demande d'autorisation (Gorman, 2015b, 2016). L'Alliance panafricaine des sanctuaires de primates (PASA) a exprimé son inquiétude à propos d'un précédent qui rendrait le combat contre le commerce de grands singes encore plus difficile, surtout par rapport au trafic des très jeunes individus (PASA, 2016b). L'EAZA a relevé des difficultés en termes de capacité des zoos et des refuges en Europe, en déclarant : « Il existe encore de nombreux chimpanzés en Europe qui ont besoin d'être relogés et trop peu de bons centres pour eux » (Carlsen et de Jongh, 2015). Un procès pour bloquer le transfert n'a finalement pas abouti et sept chimpanzés (le huitième est mort pendant l'intervalle) ont été autorisés à l'export vers le Wingham Wildlife Park en septembre 2016 (Gorman, 2016). Comme le souligne cet exemple, les parties prenantes n'ont pas encore convenu d'un consensus sur les priorités ou sur ce qui

constitue de bonnes pratiques dans la gestion des grands singes en captivité. Une meilleure coopération internationale et une meilleure définition des bonnes pratiques du point de vue scientifique et éthique aideraient à combler les vides juridiques, réduire les risques et accélérer les progrès vers une protection mondiale.

## Les grands singes en captivité dans les pays de l'aire de répartition et les régions environnantes

Les chiffres actualisés pour les refuges des pays de l'aire de répartition et les zones environnantes sont présentés dans les tableaux 8.6 et 8.7. Alors que les chiffres concernant les chimpanzés demeurent globalement relativement stables, on note une augmentation à la fois chez les bonobos et les gorilles par rapport aux chiffres de 2011 publiés dans le premier volume de *La Planète des grands singes* (Durham et Phillipson, 2014, tableaux 10.7 et 10.8).

L'autre changement concerne la prise en compte d'un centre au Libéria qui a récemment été reclassé en refuge. Entre 1976 et 2007, il a servi de laboratoire de recherche pour le centre de transfusion de New York en étant chargé de mener des expérimentations biomédicales sur les chimpanzés. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le centre de transfusion a cessé de financer la colonie de chimpanzés en 2015 ; sa décision a entraîné un véritable tollé à propos de la prise en charge des primates et le lancement d'une grande levée de fonds (Gorman, 2015a). Le destin des chimpanzés survivants du Libéria s'est depuis amélioré, notamment à compter de la formation du refuge et du lancement de l'ONG Liberia Chimpanzee Rescue pour veiller à leur protection (Palm, 2015). Un autre chimpanzé, l'unique survivant d'un groupe que le centre de transfusion aurait abandonné sur une île au large de la



**TABLEAU 8.6**

Nombre de grands singes dans les refuges africains, par taxon et pays, 2011 par rapport à 2015

Pays	Nombre de refuges	Bonobos			Chimpanzés			Gorilles		
		2011	2015	% de variation	2011	2015	% de variation	2011	2015	% de variation
Afrique du Sud	1				33	13	-61 %			
Cameroun	4				244	245	0 %	33	36	9 %
Côte d'Ivoire	1				S.O.	1				
Gabon	3				20	20	0 %	9	45	400 %
Gambie	1				77	106	38 %			
Guinée	1				38	49	29 %			
Kenya	1				44	39	-11 %			
Libéria	1				S.O.	63				
Nigéria	1				28	30	7 %			
Ouganda	1				45	48	7 %			
RDC*	6	55	72	31 %	85	104	22 %	30	18	-40 %
République du Congo	3				156	145	-7 %	5	28	460 %
Rwanda*	1				0	0	0 %	6	0	-100 %
Sierra Leone	1				101	75	-26 %			
Zambie	1				120	126	5 %			
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>55</b>	<b>72</b>	<b>31 %</b>	<b>1 071</b>	<b>1 065</b>	<b>-1 %</b>	<b>83</b>	<b>127</b>	<b>53 %</b>

**Notes :** Les chiffres prennent en compte la population totale des refuges, y compris les naissances, les décès, les transferts et les nouveaux arrivants. Les pays figurant sur la ligne de couleur plus foncée ne font pas partie de l'aire de répartition. \* Certains chiffres de 2011 de la RDC et du Rwanda englobent des recensements à partir d'opérations transfrontalières menées conjointement. Pour plus de détails, se reporter à Durham et Phillipson (2014).

**Source des données :** Durham et Phillipson (2014) ; L'Alliance panafricaine des sanctuaires de primates (PASA) (2015) ; Wanshel (2016)

Côte d'Ivoire au début des années 1980, est maintenant pris en charge par une organisation, qui tente également d'obtenir un transfert international puisque son placement dans le refuge Chimfunshi en Zambie avait été rejeté en 2016 (Wanshel, 2016 ; T. Calvi, communication personnelle, 2016).

Les zoos africains détiennent aussi des grands singes, même s'ils en comptent bien moins que les refuges ; selon les déclarations, 59 grands singes vivent dans les zoos de ce continent : 33 chimpanzés, 5 gorilles, 20 gibbons et 1 orang-outan (Species360,

2016). Les refuges et les centres de sauvetage recensent donc plus de 95,5 % des grands singes détenus en captivité en Afrique.

Les refuges des pays de l'aire de répartition en Afrique ont régulièrement de nouveaux arrivants par le biais de sauvetages, même si ce flux est faible ; dans certains cas, ils se sont mis d'accord sur les transferts et les regroupements de grands singes. En revanche, les refuges asiatiques continuent à être aux prises à une demande vertigineuse pour de nouveaux accueils. Une récente analyse des données sur les saisies de grands

**TABLEAU 8.7**

**Nombre d'orangs-outans et de gibbons dans les refuges asiatiques, par pays, en 2016**

Pays	Orangs-outans	Gibbons
Cambodge		77
Indonésie	1 147	293
Malaisie	98	
Thaïlande	2	229
Vietnam		45
<b>Total</b>	<b>1 247</b>	<b>644</b>

**Notes :** Les chiffres peuvent inclure des prises en charge préalables à 2016. La médiane a été utilisée dans des cas où une fourchette d'effectifs avait été fournie. Les chiffres prennent en compte la population totale des refuges, y compris les naissances, les décès et les nouveaux arrivants issus de sauvetages ou de transferts.

**Source des données :** Durham (2015) ; Highland Farm (s.d.) ; Kalaweit France (2016) ; OFI (s.d.) ; Orangutan Appeal UK (s.d.) ; Species360 (2016) ; **communication personnelle :** Gibbon Rehabilitation Project (2017) ; N. Hermanu (2016) ; M. Kenyon (2016) ; Orangutan Project (2017) ; E. Pollard (2016) ; K. Sánchez (2017)

singes hominidés entre 2005 et 2016 révèle que 67 % des cas connus concernaient des orangs-outans (GRASP, 2016).

Les centres de sauvetage des orangs-outans font face à de perpétuels défis qui sont illustrés dans le premier volume de cette série par une étude de cas portant sur la Borneo Orangutan Survival Foundation ou BOSF (Fondation pour la sauvegarde des orangs-outans de Bornéo), qui à l'époque accueillait environ 820 orangs-outans (Durham et Phillipson, 2014, p. 303). Puisque les autorités d'Indonésie ont pour objectif de libérer tous les orangs-outans en bonne santé, cette fondation a continué à concentrer ses efforts sur la réhabilitation (Ministère indonésien des Forêts, 2009). Depuis 2012, la fondation a réintroduit 234 orangs-outans – 39 d'entre eux entre janvier et novembre 2016 ; l'organisation désirait en relâcher encore 250 avant la fin de 2017 (N. Hermanu, communication personnelle, 2016). Au moment de la rédaction de ce chapitre, 667 orangs-outans vivaient dans les locaux de la Fondation pour la survie des orangs-outans de Bornéo (BOSF) : 471 à Nyaru Menteng et 196 à Samboja Lestari. Environ

150 de ces primates ne faisaient pas partie de la phase de réintroduction en raison de leur état de santé. Sur le restant, 114 étaient sur des îles d'adaptation à la remise en liberté et plus de 400 avaient été diagnostiqués comme pouvant être libérés – c'est à dire en bonne santé (N. Hermanu, communication personnelle, 2016).

Par contre, le refuge IAR Ketapang agréé par la GFAS a enregistré une hausse de sa population d'orangs-outans en 2016. L'équipe en a relâché 18 cette année-là, 28 ont été accueillis, engendrant un total de 106 orangs-outans pensionnaires (K. Sánchez, communication personnelle, 2017). Le refuge de gibbons et de siamangs Kalaweit notait une augmentation similaire de ses effectifs, relatée dans le second volume de *La Planète des grands singes* (Durham, 2015). En 2014, Kalaweit faisait état du sauvetage de 16 grands singes durant l'année précédente, portant le nombre de pensionnaires à 254, soit une hausse de 6 % (Durham, 2015, pp. 237–39). En août 2016, le nombre des grands singes pris en charge était monté à 293, soit une augmentation de 15 %, si l'on ne compte pas les individus relâchés depuis 2014 (Kalaweit France, 2016).

“ Si l'on désire que l'accueil soit préservé et amélioré, il faut considérer qu'il est prioritaire que les refuges reçoivent des ressources et soient reconnus comme acteurs essentiels. ”

Alors que les opérations de sauvetage et les actions réussies de lutte contre la fraude continuent, les obligations relatives aux nouvelles arrivées nuisent aux efforts de réintroduction des refuges asiatiques, tels que la Fondation pour la survie des orangs-outans de Bornéo (BOSF), IAR Ketapang et Kalaweit. La réintroduction se heurte à une série de problématiques complexes, comme il a été souligné précédemment. Les refuges doivent concilier des priorités telles que le recrutement du personnel de terrain, l'obtention de représentation lors des réunions internationales des parties prenantes et la participation à l'aménagement du territoire, tout en veillant à la santé et à la qualité de vie des grands singes en captivité et dans leur habitat naturel. Le tableau 8.7 recense le nombre d'orangs-outans et de gibbons vivant dans les refuges et centres de sauvetage en Asie en 2016.

En Asie, tout comme en Europe, une importante proportion des grands singes en captivité résident dans des zoos. En excluant les données présentées pour le Japon dans le tableau 8.5, les zoos utilisant Species360 pour présenter des rapports volontaires accueilleraient 24 gorilles, 344 gibbons, environ 200 chimpanzés et 130 orangs-outans (Species360, 2016).

## Conclusion

Aux quatre coins du monde, des milliers de grands singes sont victimes du braconnage, du trafic et de l'exploitation par des particuliers ou à des fins commerciales. Nous ne connaissons peut-être pas encore précisément la proportion de ces grands singes qui sont saisis ou retrouvés puis pris en charge en captivité, mais il devient de plus en plus clair que les refuges les accueillant sont aux prises avec de grosses difficultés dont les aboutissements ne sont pas suffisamment suivis à l'échelle nationale et internationale (D'Cruze et Macdonald, 2016).

Dans la mesure où les États renforcent leurs cadres juridiques et réglementaires en matière de protection des primates, et où les professionnels de l'accueil continuent à améliorer leurs critères et leur fonctionnement, les perspectives de réduire les effets nuisibles et d'améliorer la qualité de vie des grands singes en captivité ne manqueront pas de se multiplier. Les refuges ainsi que les zoos agréés qui accueillent les grands singes issus de sauvetages ont un important rôle à jouer pour faire progresser ces pratiques, notamment en s'alliant avec des partenaires solides.

Si l'on désire que l'accueil soit préservé et amélioré, il faut considérer qu'il est prioritaire que ces centres reçoivent des ressources et soient reconnus comme acteurs essentiels dans l'élaboration des politiques et la recherche scientifique. À la lumière de la demande à la fois constante et grandissante pour des places et des services d'accueil en refuges, ces derniers nécessiteront des soutiens et des partenariats fiables afin de pouvoir porter toute leur attention sur une même qualité de soins pour tous leurs grands singes, leurs pensionnaires comme les nouveaux arrivants.

## Remerciements

**Auteurs de la section I :** Julie Sherman<sup>5</sup> et David Greer<sup>6</sup>

**Coauteurs de la section I :** Marc Ancrenaz, Nicholas Bachand, Susan Cheyne, Christelle Colin, Debby Cox, Doug Cress, Kay Farmer, Erik Meijaard, Kari Nienstedt, Tamar Ron, Anne Russon, Albert Schenk, Steve Unwin, Itsaso Vélez del Burgo, Liz Williamson et une sélection de refuges et centres de sauvetage.

**Auteur de la section II :** Debra Durham<sup>7</sup>

**Remerciements de l'auteur :** Pour le bilan statistique, l'auteur remercie vivement les parties suivantes pour la transmission des données : Species360, Ape Taxon Advisory Group (Groupe consultatif de taxons des grands singes) et les organismes affiliés au Programme américain pour les espèces menacées (SSP), ChimpCARE, PASA et tous les refuges et centres de sauvetage qui ont fourni des chiffres et des rapports.

## Notes de fin de chapitre

- 1 Cette étude ne cite pas certaines sources afin de ne pas révéler l'identité et la localisation géographique des établissements concernés et d'assurer la confidentialité des informations fournies.
- 2 Pour de plus amples informations, consulter Ancrenaz *et al.* (2016) ; Campbell *et al.* (2015) ; Fruth *et al.* (2016) ; Humle *et al.* (2016) ; Maisels *et al.* (2016A) ; Plumptre, Robbins et Williamson (2016c) et Singleton *et al.* (2016). La Loi sur les parcs nationaux et la conservation de la faune sauvage (Wildlife Conservation and National Parks Act), qui est antérieure à l'indépendance du Soudan du Sud, est toujours en vigueur, car une révision datant de 2015 doit encore être appliquée (CANS, 2013 ; A. Schenk, communication personnelle, 2017).
- 3 Pour de plus amples informations, consulter Ancrenaz *et al.* (2015b) ; Brou Yao *et al.* (2005) ; Campbell *et al.* (2008) ; Geissmann *et al.* (2013) ; Hockings et Humle (2009) ; Imong *et al.* (2014a) ; Ministère indonésien des Forêts (2009) ; Ministère lao de l'Agriculture et des Forêts (2011) ; Molur *et al.* (2005) ; Rawson *et al.* (2011) ; SWD (2011) ; Turvey *et al.* (2015) ; White et Fa (2014) ; Wich *et al.* (2012b) ; Williamson *et al.* (2014).
- 4 Pour de plus amples informations, consulter Campbell *et al.* (2008) ; Dunn *et al.* (2014) ; Geissmann *et al.* (2013) ; Gumal et Braken Tisen (2015) ; Ministère indonésien des Forêts (2009) ; Ministère lao de l'Agriculture et des Forêts (2011) ; Lu et Tianxiao (2012) ; Maldonado et Fourier (2015) ; Molur *et al.* (2005) ; Morgan *et al.* (2011) ; Plumptre *et al.* (2010) ; Rawson *et al.* (2011) ; SWD (2011) ; Turvey *et al.* (2015).
- 5 Wildlife Impact – <https://wildlifeimpact.org/>
- 6 WWF – [http://wwf.panda.org/what\\_we\\_do/endangered\\_species/great\\_apes/apes\\_programme/](http://wwf.panda.org/what_we_do/endangered_species/great_apes/apes_programme/)
- 7 Save the Chimps – <http://www.savethechimps.org/>